



POUR UNE RÉFORME DE LA SÉANCE DES QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

NOUVELLE LOI BANCAIRE
DES INNOVATIONS POUR
DES AVANTAGES
SOCIO-ÉCONOMIQUES



INTERVIEW
ANDRÉ NEYPATRAIKY
RAKOTOMAMONJY



VALAN'ARETINA COVID-19
SOLOMBAVAMBAHOAKA,
NIATRIKA ADY IFOTONY





SOMMAIRE

ÉDITO

L'efficacité s'acquiert avec l'expérience

3

LÉGISLATION

La nouvelle Loi bancaire : des innovations pour des avantages socio-économiques

4

Coopération : formation des Présidents de commissions en leadership et outils du contrôle parlementaire

7

Les femmes parlementaires s'initient à la rédaction de proposition de loi

7

Commission Mixte Paritaire : le vote y doit être paritaire

8

Interview de André Neypatraiky RAKOTOMAMONJY

11

ACTUALITÉS/MALAGASY

Valan'aretina Covid-19 : Solombavambahoaka niatrika ady ifotony

13

Solombavambahoaka : endrika vaovao ao amin'ny Antenimierampirenena

15

Fiaraha-miasa iraisam-pirenena : antenimierampirenena mivelatra amin'ny sehatra maro

17

Fitim-baovao

18

Ny lanjan'ny fehin-kevitra eo amin'ny asan'ny Solombavambahoaka

19

Ny fikambanana sosialy eto amin'ny Antenimierampirenena

21

Fivoriana ara-potoana voalohany : tatitry ny asa vitan'ny Governemanta

22

LA VIE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Nouvelles technologies : l'Assemblée Nationale de Madagascar à l'ère du numérique

23

Relation entre parlementaires et Exécutif : pour une réforme de la séance des questions au gouvernement

24

Assemblée nationale – EISA : une coopération fructueuse au profit de la Région Atsimo Atsinanana

26

PORTRAIT D'UNE PERSONNALITÉ QUI A MARQUÉ L'HISTOIRE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Rasamisoa Mely

27

ENGLISH CORNER

Drawback of virtual meetings

29

Focus on the National Assembly's strategic development plan 2020-2025

31

Guide de la sagesse

35

L'EFFICACITÉ S'ACQUIERT AVEC L'EXPÉRIENCE

EDITO

Nous éditons avec ce numéro, la troisième publication de «AKO», de la seconde législature de la quatrième République. C'est une équipe complètement renouvelée qui anime ce bulletin. Elle a suivi un certain nombre de formations avant de se mettre à l'épreuve.

C'est ainsi qu'une formation en rédaction de magazine institutionnel a été décernée aux membres du Comité de rédaction du 25 au 29 novembre 2019 et une autre en infographie les 17, 20 juin et 1er juillet 2020 destinée cette fois-ci, aux trois techniciens en charge de cette tâche.

Comparées à des années d'étude en journalisme avec ses différents aspects, ces formations étaient plutôt sommaires et devraient être complétées au fur et à mesure de la pratique.

Balbutiements du débutant

Les balbutiements du débutant qui caractérisent les deux précédents numéros sont appelés à être réduits dans les publications ultérieures.

En effet, l'écriture journalistique est une écriture efficace qui va tout droit à l'essentiel tout en éveillant l'intérêt du lecteur. C'est avant tout l'art de choisir le bon angle pour présenter de façon attractive une information utile.

La pratique nous enseigne qu'il n'est pas toujours aisé de faire la distinction entre l'éthique de responsabilité et l'éthique de conviction dans le sens wébérien du terme. Nous la croisons souvent avec la dichotomie plus classique en philosophie entre l'éthique déontologique et l'éthique téléologique.

Nous cherchons à circonscrire les aspects épistémologiques de ce découpage théo-

rique afin de mieux comprendre ses incidences sur la pratique du journalisme institutionnel.

Nous ne sommes pas des journalistes professionnels. Chacun de nous au sein de ce comité a sa propre fonction dans l'administration. C'est la volonté continue de vouloir mieux la servir qui nous anime en premier lieu en sus de notre affection à l'endroit du métier du journaliste.

C'est une équipe complètement renouvelée qui anime ce bulletin. Elle a suivi un certain nombre de formations avant de se mettre à l'épreuve

Présentation de la troisième édition

Ceci étant, nous nous efforçons d'évoluer dans cette troisième édition qui se veut pluraliste et mieux exhaustive. Nous mettons alors en exergue dans la rubrique « Législation » la mutation du droit des affaires à Madagascar avec le vote de la nouvelle loi bancaire qui détermine dé-

sormais les relations entre les banques et leurs clients, le rôle de la Commission de Supervision Bancaire et Financière (CSBF) surtout en matière de contrôle des activités des établissements de crédit.

La première expérience de la Commission Mixte Paritaire (CMP) nous montre quelques principes dont certains ont été bafoués par nos collègues du Sénat par ignorance ou volonté délibérée de blocage du processus législatif.

Comme à l'accoutumée, nous avons un invité, le Président du Groupe Parlementaire (GPR) d'obédience centriste, en l'occurrence.

Les rapports d'activités du Gouvernement, objet de la première Session ordinaire 2019 y sont décortiqués.

Nous devons également réfléchir de temps en temps sur l'amélioration de notre manière de fonctionner au sein de cet hémicycle d'où un article sur la réforme de la Séance des Questions au Gouvernement (QAG).

Voilà pour les principaux titres. Les différentes rubriques habituelles telles que « Actualités », « Portrait », les pages en langue nationale ainsi que le coin en anglais avec un article focus sur le « Plan Stratégique de développement de l'Assemblée Nationale » compléteront l'ossature de cette troisième édition.

Je vous souhaite à toutes et à tous bonne lecture. **A**

R. Calvin

La nouvelle Loi bancaire

DES INNOVATIONS POUR DES AVANTAGES SOCIO-ÉCONOMIQUES

La **Loi n°2020 - 011 sur la loi bancaire** a été adoptée par le Parlement le 10 juillet 2020. Elle a été promulguée le 1^{er} septembre 2020.



Cette loi s'inscrit dans un processus de réforme plus vaste des secteurs bancaire et financier initié par l'adoption de la loi n° 2016-056 du 02/02/2017 sur la monnaie électronique et les établissements de monnaie électronique, de la loi n°2017-026 du 08/02/2018 sur la microfinance et de la loi n° 2020-005 du 01/09/2020 sur les assurances. L'évolution continue du secteur financier et les impacts de la crise financière ont rendu nécessaires des réformes du cadre légal et réglementaire administrant le secteur bancaire.

Base juridique

Rappelons que de nombreuses lois en la matière ont déjà été adoptées, comme la loi n°95-030 qui fut la première loi spécifique à l'activité et au contrôle des établissements de crédit; et la loi n°2005-016, spécifique à l'activité et au contrôle des institutions de microfinances. Malgré ces deux lois

mères qui ont servi de base juridique pour le secteur bancaire, le contexte tant national qu'international a connu de profondes évolutions, mettant en évidence leurs limites.

En effet, l'avènement du «mobile banking», du «mobile money» ou encore de la «banque digitale», à partir de 2010, l'évolution des instruments financiers et l'interdépendance des places financières mondiales ont fait évoluer le paysage du secteur financier.

Contexte national

A Madagascar, le taux de recours aux prestations bancaires reste encore très faible. Les adultes disposant d'un compte épargne sont seulement de 7%, contre 29% qui ont recours à des services de crédit.

Selon une enquête menée par le FINSCOPE en 2016, le taux de bancarisation à Madagascar est de 12%, dont la répartition est de 26% au niveau des grandes villes et 7% pour les

zones rurales. A titre de comparaison, au Maroc, le taux de bancarisation urbain était de 45% en 2017. En France, pays où la possession d'un compte bancaire est un droit, il est de 99%.

La réforme du cadre juridique régulant le secteur bancaire consiste à faire en sorte que ce dernier soit plus puissant et soit pleinement un acteur dans l'inclusion financière. Ainsi, le secteur bancaire doit participer à l'amélioration de la protection des consommateurs, ainsi qu'à l'amélioration de l'économie en passant par l'inclusion financière et le renforcement de la relation entre les clients et les établissements de crédit.

Les principales innovations

L'une des nouveautés apportées par cette loi est la définition et la classification des Etablissements de Crédit en banques, établissements financiers et institutions de microfinance. Pour ce qui est des banques, elles comprennent deux catégories:



Banky foiben'i Madagasikara, la banque centrale de Madagascar

les banques proprement dites et les banques de développement.

Les banques proprement dites sont habilitées à effectuer tous les services bancaires incluant les opérations bancaires et les opérations connexes.

Quant aux banques de développement, elles effectuent, à titre d'activité principale, des opérations de crédit. Elles ne sont pas autorisées à collecter des fonds du public. Elles agissent généralement dans le cadre d'une mission permanente d'intérêt public et elles financent essentiellement des projets « structurants » initiés dans le cadre de la mise en œuvre de la politique générale du Gouvernement, axés en particulier dans les domaines économique et social. Les établissements financiers peuvent effectuer un ou plusieurs services bancaires. Cependant, les opérations autorisées sont fixées dans leur décision d'agrément. Ils sont agréés en établissement d'épargne, établissement de crédit spécialisé ou établissement d'affaires. Les Institutions de Microfinance (IMF) effectuent l'activité de microfinance conformément à la réglementation y afférente. Elles peuvent effectuer des opérations connexes, notamment les opérations de change sur autorisation préalable de la Commission de Supervision Bancaire et Financière (CSBF). Elles effectuent ces opérations dans le respect de la réglementation bancaire, des changes et dans les conditions fixées par instruction de la CSBF.

Intégration des autres prestataires de service bancaire

Les autres prestataires de services, dont les activités s'apparentent à des opérations de banque, entre autres,

les établissements de monnaie électronique, les bureaux de change, les établissements de paiement et les établissements de transfert de fonds, sont autorisés à effectuer, pour leur propre compte, une ou plusieurs opérations bancaires, incluant ou non des opérations connexes. Ils sont agréés et exercent leurs activités en vertu des réglementations qui leur sont spécifiques.

La CSBF assure le bon fonctionnement et la solidité des établissements de crédit

Renforcement de l'indépendance et des pouvoirs de la CSBF

Une autre innovation concerne les attributions de la CSBF qui ont été renforcées, ainsi que des précisions sur la composition et l'organisation de ses membres. La CSBF est une autorité à la fois administrative, de réglementation, de contrôle, de prévention des crises bancaires, disciplinaire et de résolution. Elle a pour mission de veiller au maintien de la solidité des prestataires de services bancaires, de vérifier le respect par ces derniers des dispositions qui leur sont applicables, et de contribuer à la stabilité du système financier.

A titre d'exemple, la CSBF délivre et retire l'agrément d'un établissement de crédit. Elle fixe les règles visant à assurer le bon fonctionnement et la solidité des établissements de crédit, leur

transparence financière, la protection des consommateurs des services bancaires et la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. La CSBF contrôle également le respect par les établissements de crédit de la réglementation qui leur est applicable. Elle effectue les investigations nécessaires en cas de suspicion de fraudes ou de malversations. La CSBF est dotée du pouvoir de prendre toutes mesures et actions de prévention à l'endroit d'un établissement de crédit lorsque la situation de ce dernier l'exige, en vue de préserver sa solidité financière. Enfin, la CSBF peut prononcer des sanctions disciplinaires à l'encontre des prestataires de services bancaires, en cas de manquement aux dispositions de la loi.

Afin de garantir leur indépendance, les membres de la CSBF ne peuvent être relevés de leurs fonctions avant le terme de leur mandat qu'en raison d'incompatibilité de fonction, d'une incapacité physique ou mentale, ou d'une indisponibilité pour raison de maladie excédant une période de six mois, si les conditions d'exercice concernant leur composition ne sont plus remplies durant leur mandat/fonction ou en cas de non respect des règles d'éthique.

Stabilité et sécurité bancaires

Des mesures de redressement des établissements de crédits en difficultés ont également été complétées et ont connu une nette amélioration. Ces mesures de redressement ont pour objectifs de maintenir la stabilité financière, d'assurer la continuité du fonctionnement des systèmes de paiement, de permettre la compensation et le règlement et de protéger les avoirs et les actifs de la clientèle des établissements de crédits. Une liste de mesures de redressement a été prévue à cet effet.

Enfin, un « Fonds de garantie des dépôts » a été constitué. Il est destiné à la prévention de toute crise bancaire. Le Fonds est destiné au remboursement partiel des dépôts collectés par les établissements de crédit auprès de leur clientèle, dans la limite d'un plafond et dans les conditions fixées par décret.▲

Andrianina R.

FORMATION DES PRÉSIDENTS DE COMMISSIONS EN LEADERSHIP ET OUTILS DU CONTRÔLE PARLEMENTAIRE



Les Présidents des Commissions et les Présidents des groupes parlementaires

Dans le cadre du projet de Coopération parlementaire de la FES, un projet financé par le Ministère des Affaires Etrangères de la République Fédérale d'Allemagne, les Présidents des commissions et des groupes parlementaires ont participé à un renforcement des capacités en leadership et outils de contrôle parlementaire. Une formation qui s'est déroulée du 27 au 29 octobre 2020 à Arotel Antsirabe.

Diversification des outils de contrôle du gouvernement

La transparence et l'obligation de rendre compte sont en partie la base du système démocratique. Selon la

Constitution, les parlementaires ont la responsabilité première de contrôler le Gouvernement en demandant des comptes au nom du peuple (Art 68 Constitution). Bien au-delà des simples questions réponses lors des sessions ordinaires, le contrôle du Gouvernement s'étend un peu plus vers d'autres outils qui mettent en œuvre un dialogue direct entre l'exécutif, le législatif et la population. Afin que les actions soient efficaces et permettent d'assurer l'exécution de ce rôle, la maîtrise des divers outils de contrôle parlementaire doit être un impératif. Les Présidents de Commission, de par leur responsabilité dans

l'approfondissement des projets ou propositions de loi lors des travaux de commission sont les premiers à leader cette coordination.

Des thématiques en adéquation avec la pratique

Toujours conforme à la vision de la Présidente de l'Assemblée Nationale qui tend à redorer l'image de l'institution, de telle formation permet à l'Assemblée Nationale d'assurer pleinement et efficacement le contrôle du Gouvernement. 24 Présidents de Commission et groupes parlementaires ont pu bénéficier d'une formation en leadership et outils de contrôle parlementaire. Cette formation a duré 3 jours avec comme principaux sujets d'échange les différents outils parlementaires et la conduite dans leur réalisation, la conception des outils en adéquation avec la pratique et le leadership politique en arpentant les différentes idéologies et les pratiques politiques. A l'issue de cette formation, des outils à l'usage des parlementaires sont en cours d'élaboration dont le manuel de procédure pour les travaux parlementaires en collaboration étroite avec l'administration. **A**

LES FEMMES PARLEMENTAIRES S'INITIENT À LA RÉDACTION DE PROPOSITION DE LOI



Les participants à la formation

Conformément à leur fonction de législateur, les femmes parlementaires ont bénéficié d'une session de renforcement de compétences en matière de rédaction de proposition de loi les 12 et 13 novembre dernier. Entrant dans le cadre de l'appui apporté par EISA aux femmes parlementaires qui en ont exprimé le besoin, cet atelier a permis aux élues de mieux saisir les arcanes d'une proposition de loi de

leur conception à leur examen au sein de l'Assemblée nationale. Comme en témoigne le déséquilibre entre projets et propositions de loi, cette fonction clé des parlementaires reste encore peu exploitée même si une tendance positive a été constatée depuis le début de cette législature avec l'accroissement du nombre d'initiatives des députés dans ce sens. Parmi les raisons avancées par ces derniers figurent le manque de connaissances

sur les démarches à suivre. L'objectif était donc de clarifier les différentes étapes encadrant la rédaction d'une proposition de loi et identifier les services techniques pouvant les appuyer au niveau de l'Assemblée nationale. «*J'ai énormément d'idées de propositions de loi mais je n'ai jamais osé franchir le pas par manque d'informations sur ce que je devais faire (...) aujourd'hui je me sens mieux équipée et vais travailler avec mon équipe sur mes idées*», a avancé une des députés présentes. L'ensemble des participantes ont quant à elles salué l'opportunité de cette formation, nécessaire selon elles, surtout pour les primo mandants, car «*il n'y a pas d'école pour devenir député*». Gageons que l'engagement dont ont fait preuve les femmes députés ayant pris part à cet atelier se traduira par une amélioration de leur contribution au processus législatif. **A**



Commission Mixte Paritaire

LE VOTE Y DOIT ÊTRE PARITAIRE

Le processus de mise en place, d'organisation et de décision de la première Commission Mixte Paritaire (CMP) dans les annales du bicamérisme malagasy a défrayé la chronique lors de la session extraordinaire du mercredi 26 août 2020 au jeudi 3 septembre 2020.

Ce fut une grande première pour les deux Chambres du Parlement. Si au niveau du Sénat, on s'est tout simplement contenté de rappeler, avec deux articles du Règlement Intérieur, les dispositions constitutionnelles en la matière; à l'Assemblée Nationale, six articles (art 139 à 144) traitent de façon détaillée la CMP dans le Règlement Intérieur.

La CMP et les désaccords bicaméraux

L'existence de cet organe paritaire de conciliation est fréquente dans les régimes politiques bicaméraux, qu'ils soient de nature parlementaire ou présidentielle. Une telle instance de

conciliation existe depuis longtemps aux États-Unis, en Grande Bretagne, en République Fédérale d'Allemagne, au Danemark ou en Espagne. Elle est inhérente au bicamérisme et symbolise une certaine confiance dans la capacité des parlementaires à régler leurs propres désaccords.

L'article 96 de la Constitution ne détaille pas l'organisation et le fonctionnement de la CMP. Dans la pratique, l'Assemblée nationale et le Sénat se sont accordés pour limiter à sept membres titulaires et autant de suppléants la CMP pour chaque Chambre. Les suppléants assistent aux débats mais ne participent au vote que dans la mesure où cela est nécessaire au

maintien de la parité entre les délégations. Au sein de l'Assemblée Nationale, la désignation des 14 membres de la CMP était revenue à chaque groupe parlementaire au prorata de son effectif selon les termes du Règlement Intérieur. Ce qui signifie que chaque groupe parlementaire composant la Chambre doit y être représenté. C'est classique dans toutes compositions d'une commission parlementaire. Est-ce qu'au niveau du Sénat, le même principe a-t-il été honoré? La CMP veille toujours à ce que l'équilibre de la représentation politique soit respecté, en y désignant au moins un membre de chaque groupe.





Une fois composée, les membres de la CMP sont convoqués par le doyen d'âge de chaque délégation (Assemblée Nationale et Sénat) pour élire son bureau, composé du Président, d'un vice-Président et d'un Rapporteur. La CMP se réunit alternativement dans les locaux de l'Assemblée Nationale et du Sénat. Elle est dirigée par le Président de la CMP de l'Assemblée où siège la Commission. A ce moment, le Vice-Président de la CMP est le Président de la CMP de l'autre Assemblée. Ainsi composée et organisée, la CMP peut commencer ses travaux. Selon la formule de l'article 96 de la constitution, elle a pour mission de « proposer un texte sur les dispositions restant en discussion ». Une fois le bureau de la CMP constitué, le Président donne la parole aux deux Rapporteurs pour qu'ils rappellent successivement à la CMP les positions prises par leur Assemblée respective et les motifs de désaccords persistants. Le déroulement de la discussion est libre.

Chaque CMP s'organise en fonction des circonstances de l'espèce.

Dans la pratique, l'Assemblée nationale et le Sénat se sont accordés pour limiter à sept membres titulaires et autant de suppléants la CMP pour chaque Chambre

Le vote doit être paritaire

Dans une CMP, les membres essaient toujours de voter le moins possible et de dégager plutôt des consensus. Mais si jamais, ils doivent procéder au vote, il leur convient de veiller rigoureusement au respect de l'équilibre des votants

entre, d'une part les membres de chaque Assemblée et, la pondération majorité / opposition. Le vote y est obligatoirement paritaire, c'est-à-dire que le nombre de Sénateurs votants équivaut au nombre de Députés votants.

Ces dispositions de base et fondamentales de la CMP n'ont pas été respectées par nos collègues du Sénat quand ils voulaient continuer les travaux de la CMP après le départ des six Députés. La règle de procédure leur impose de constater plutôt l'échec de la CMP et de préparer immédiatement un rapport dans ce sens lors de la session extraordinaire susmentionnée. La CMP bénéficie d'un champ de compétence étendu et d'une marge de liberté certaine pour l'organisation de ses travaux. La volonté d'aboutir doit être le sentiment de base qui l'anime. Les membres ne doivent pas y aller CMP comme ils iraient au champ de bataille. La recherche d'un consensus se conjugue avec une certaine tradition de la courtoisie parlementaire.

L'organisation et le fonctionnement de la CMP reflète dans une certaine mesure une véritable volonté parlementaire de régler les désaccords. Toutefois, l'inégalité des rapports bicaméraux a resurgi après l'échec de la CMP.

L'échec de la CMP révèle l'inégalité du bicamérisme

Si les deux Assemblées ont adopté un texte identique éventuellement modifié par les mêmes amendements, la loi est transmise pour promulgation. Dans le cas contraire, le Gouvernement a le choix entre deux solutions : laisser le texte repartir en navette ou, au contraire, engager le processus lui permettant de donner le dernier mot à l'Assemblée Nationale. C'est cette dernière option que le Premier Ministre a prise pour trouver une issue aux désaccords des deux Chambres sur le Projet de loi n°001/2020 du 26 février 2020, objet de l'Ordre du Jour de cette session extraordinaire du mois d'août 2020.

Il est regrettable que cette première expérience de la CMP n'ait pas donné les résultats escomptés. Les Députés ont reproché aux Sénateurs de faire volontairement traîner et de détourner les débats sur des questions de compétences qui auraient été déjà réglées par la Haute Cour Constitutionnelle dans son Avis n°02-HCC/AV du 19 mars 2020 relatif à une demande d'avis sur la constitution d'une CMP et confirmé par sa Décision N°015-HCC/D3 du 4 septembre 2020. Les Sénateurs, par contre, avaient accusé les Députés de ne pas jouer le jeu de la procédure de la conciliation. Un tel exemple de crispation des relations entre les deux délégations doit toutefois rester exceptionnel. Cette première expérience semble s'expliquer par la différenciation de la majorité au sein du Sénat et de l'Assemblée Nationale.

Taux de réussite

Ailleurs, dans les autres pays au parlement bicaméral, le taux de réussite en Commission Mixte Paritaire est toujours élevé malgré de forte divergence politique entre Sénateurs et Députés. Naturellement réticents à se dessaisir eux-mêmes d'une fraction du pouvoir législatif, les Sénateurs abordent souvent la CMP dans un esprit plus consensuel que lors des lectures en séances plénières qui ont précédé cette réunion.

Plus que les Députés, les Sénateurs ont intérêt à l'aboutissement de la CMP, s'ils veulent peser sur la loi. Ils sont généralement davantage enclins à faire des concessions. Sous cet angle, la CMP n'apparaît plus comme le lieu parfait où se règle des désaccords jusque-là insurmontables mais comme une ultime chance donnée au Sénat.

D'autres enseignements qui peuvent être tirés de l'analyse de la pratique conduisent aussi à voir dans la CMP, un reflet du caractère inégalitaire du bicamérisme.

Le Gouvernement exerce une grande influence à la fois en amont et en aval de la réunion de la CMP : même dans le cas d'une réussite de la CMP, il dispose encore d'un droit d'amendement

Normalement, le taux de réussite de la CMP est plus élevé lorsque la coalition majoritaire à l'Assemblée est aussi majoritaire au Sénat. Rapproché de la relative stabilité du nombre annuel de lois adoptées que les majorités de l'Assemblée et du Sénat soit ou non concordantes, ces variations du taux de recours et du taux de réussite montrent que la pratique de la CMP reflète le caractère inégalitaire du bicamérisme. L'échec de la dernière CMP s'est produit sur un sujet auquel les sénateurs sont fortement sensibles (réduction du nombre de Sénateurs de 63 à 18) mais souvent le clivage politique l'emporte en général sur le clivage Député - Sénateur.

Nous aurons certainement l'occasion de voir plusieurs succès de la CMP après l'installation des Sénateurs issus des prochaines élections du 11 décembre 2020. La CMP constitue certes un passage obligé (selon l'avis n°02-HCC/AV du 19 mars 2020) vers le dernier mot donné à l'Assemblée Nationale mais elle est loin de n'être que cela. C'est un véritable organe de règlement des désaccords bicaméraux. Autre aspect important de la CMP : celle-ci constitue également un

moyen de maîtrise de la procédure législative par le Gouvernement.

Gouvernement, maître d'œuvre de la procédure paritaire

Si à première vue, la CMP est un sanctuaire parlementaire, la faculté gouvernementale de recourir « au dernier mot » devant l'Assemblée Nationale constitue une redoutable arme de dissuasion à l'égard des Sénateurs. ceci explique souvent les accords trouvés en CMP. Bien que cet effet dissuasif soit par nature difficile à mesurer, il est évident que la volonté conciliatrice des Sénateurs serait moindre s'ils n'étaient pas placés devant l'alternative consistant soit à aboutir à un texte de compromis acceptable par les deux Assemblées, soit à laisser la seule Assemblée Nationale voter définitivement le texte de loi.

Par ailleurs, le Gouvernement exerce une grande influence à la fois en amont et en aval de la réunion de la CMP : en amont, parce que c'est sur décision du Gouvernement que la CMP est créée ; en aval, parce que même dans le cas d'une réussite de la CMP, le Gouvernement dispose encore d'un droit d'amendement. L'exclusivité de la compétence gouvernementale pour réunir une CMP constitue en effet un atout important pour la maîtrise de la procédure législative.

La première expérience que nous avons vécue à Madagascar concerne plutôt un Projet de loi du Gouvernement mais le droit comparé et l'expérience des autres pays nous enseignent qu'avec cette maîtrise de la convocation de la CMP, le Gouvernement détient aussi un moyen efficace pour « enterrer » les propositions de loi qu'il ne veut pas voir adoptées.^A

R. Calvin

Interview

ANDRÉ NEYPATRAIKY RAKOTOMAMONJY

PRÉSIDENT DU GROUPE
PARLEMENTAIRE GPR

Pour cette 13^e édition du magazine «Ako», nous avons tendu notre micro au **Président du Groupe parlementaire Groupe Parlementaire uni pour la République (GPR), André Neypatraiky RAKOTOMAMONJY**. Dans l'interview qu'il a accordée au Magazine, il a livré à bâtons rompus son **appréciation du Gouvernement actuel**. Se défendant de ne pas être, ni même d'avoir été membre du parti HVM qui est maintenant dans l'opposition, il se demande néanmoins s'il n'est pas temps pour l'actuel gouvernement et le Premier ministre de **poser la question de confiance à l'Assemblée nationale ?**



“ “ N'EST-IL PAS TEMPS POUR LE
GOUVERNEMENT ACTUEL, POUR LE
PREMIER MINISTRE, DE POSER UNE
QUESTION DE CONFIANCE ?

Propos recueillis par Mandimby T. RALAIARISOA

Akon'ny Antenimierampirenena (AA): Quelle est la position du GPR sur l'échiquier politique, au niveau de l'Assemblée nationale ?

André Neypatraiky RAKOTOMAMONJY (A.N.R.): Le GPR avait choisi de soutenir les actions de la Présidente de l'Assemblée nationale pour mettre en place une Institution forte, respectée et respectueuse. C'est la raison pour laquelle nous avons élu à 100 % la Présidente actuelle et nous

réitérons notre soutien à son encontre.

Le GPR est un groupement de plusieurs associations politiques qui nous ont fait élire. Elles ont été constituées à travers une charte républicaine, respectueuse du principe de la séparation des pouvoirs et de l'acceptation de la démocratie. La position commune adoptée par notre groupe est celle du centre. Rappelons qu'il existe trois groupes parlementaires au ni-

veau de l'Assemblée nationale: l'IRD qui est la majorité au pouvoir, l'opposition et puis nous, le GPR. Nous soutenons aussi par ailleurs le programme de développement du Président de la République. C'est lui qui est élu pour 5 ans par un pacte avec le peuple.

A.A: Président de groupe parlementaire, est-ce un rôle facile ?

A.N.R : Pour moi c'est un rôle difficile, surtout pour un groupement comme

le nôtre. Nous provenons de différentes entités indépendantes avec des organisations propres, à travers lesquelles nous avons nos idées personnelles et qui nous diffèrent de l'IRD ou du TIM sur le plan organisationnel. Notre groupe se fonde sur un accord. A mon sens, la fonction de président de groupe parlementaire n'est pas assez valorisée. Nous ne disposons ni de bureau ni de conseillers techniques dus à cette fonction. Les prises de décisions importantes émanent des membres du Bureau Permanent et de quelques présidents de commission. Être président de groupe parlementaire, c'est juste un temps de parole lors des séances plénières.

A.A: Le GPR dirait-il «oui» à une collaboration avec le Gouvernement ou l'Administration centrale ?

A.N.R.: Nous avons déjà fait une déclaration comme quoi nous soutenons les «velirano» du Président. C'est dans cette logique que nous avons proposé lors du remaniement gouvernemental du début d'année des noms au même titre que l'IRD.

A.A : Un ministre inamovible disait-on de vous. Ce qui est sûr c'est que vous avez été membre influent du parti HVM, parti qui reproche moult dérives et excès au régime actuel. Ne sommes-nous pas en face de ces mêmes dérives et excès d'antan formulés contre votre régime ?

A.N.R.: J'étais une personnalité influente du régime HVM, mais je n'ai jamais été affilié au parti politique HVM, ni même d'ailleurs à un quelconque parti que cela soit l'AREMA, le TIM ou le TGV. Et c'est le cas jusqu'à maintenant. Je trouve que la façon de faire de la politique à Madagascar ne se focalise que sur un objectif d'obtenir un poste politique au détriment de toute idéologie, quitte à «changer de veste».

C'est pour cela que j'ai toujours gardé mon étiquette d'indépendant. J'ai commencé la politique très tard à l'âge de 44 ans en intégrant le premier Gouvernement légal et légitime de la quatrième République en 2014. J'ai pu faire créer le groupement parlementaire d'union qui avait travaillé en étroite collaboration avec le parti HVM. Étant le Président d'honneur de ce groupement à l'époque, j'ai toujours été reconduit au sein du Gouvernement, et cela pendant 4 ans et même plus. J'ai quitté le Gouverne-

ment après notre démission suite au mouvement sur la place du 13 mai le 21 avril 2018.

Je tiens à rappeler que l'on y a exhibé le soi-disant cercueil du Président Hery RAJAONARIMAMPINANINA ce qui est contraire au «fihavanana» au «soatoavina malagasy» que je condamne fermement.

Nous avons déjà fait une déclaration comme quoi nous soutenons les «velirano» du Président.

A.A: Pourquoi aucun candidat n'a voulu porter les couleurs de votre régime HVM lors de la dernière législative ?

A.N.R.: Moi-même je me le suis demandé. Je me suis demandé pourquoi le TGV n'a-t-il pas présenté de candidats TGV? Pourquoi le MMM n'a-t-il pas présenté de candidats MMM? Et pourquoi le HVM n'a-t-il pas présenté de candidat HVM? Ce n'est pas à moi de répondre à cette question. Jusqu'à maintenant, j'attends également la réponse. Je le répète je ne suis affilié à aucun parti politique.

A.A : Quelle est votre appréciation du régime, du moins du Gouvernement actuel ?

A.N.R.: Le groupe parlementaire IRD est majoritaire au sein de l'Assemblée nationale. Dans une démocratie qui se respecte, n'est-il pas temps pour le Gouvernement actuel, pour le Premier ministre de poser une question de confiance et cela conformément à l'article 100 de la Constitution? L'Assemblée nationale est l'émanation de l'onction populaire.

Les dons que nous avons reçus ont-ils été bien gérés? Les marchés publics ne sont-ils pas entachés de vices de procédure? Au sein même de l'Assemblée nationale avons-nous respecté le Règlement Intérieur? Par exemple, quand on met en place le bureau d'une commission, l'on change tout le temps de noms sans faire appel aux députés. On élit un tel mais on désigne un tel autre. Est-ce que le peuple avait réclamé lors des manifestations de 2018? Je le réitère, le GPR est là pour servir

de balise, pour rappeler aussi bien au Gouvernement qu'aux parlementaires le devoir de chacun à respecter la loi et les promesses électorales.

A.A: Vous êtes diplômé en comptabilité, inspecteur des impôts de carrière, puis vous avez été ministre; qu'est ce qui a motivé votre reconversion ?

A.N.R.: J'avais fait des études en finances, je suis un haut fonctionnaire de l'État. L'ancien Président de la République, qui était notre ministre des Finances et du Budget avait fait appel à moi pour intégrer le Gouvernement, le 18 avril 2014. J'étais l'un des rares ministres qui n'avait pas été proposé par une entité politique ou une quelconque organisation. Je ne suis donc pas passé par une série de tests d'entretien.

C'est une chance ou c'est peut-être Dieu qui a voulu cela. Je fus aussi l'un des rares ministres à ne pas changer de portefeuille ministériel pendant plus de 4 ans. Était-ce une confiance aveugle du «patron» ou est-ce que cela à avoir avec ma gestion du ministère ? Je peux dire quand même que, de 2014 à 2018, beaucoup de projets ont été initiés dans le secteur de la télécommunication. Notamment la création de l'ARTEC qui nous a permis d'introduire la 4G et de vulgariser l'internet, de désenclaver des zones éloignées.

Madagascar a pu également rayonner sur le plan international. J'ai été invité à prendre part à des conférences internationales en Afrique, aux États-Unis et en Europe. Je me suis présenté candidat à la députation à Ihosy pour rendre au peuple Malagasy, à la population d'Ihosy ce que la politique m'avait donné dans la vie sans que je m'en rende compte.▲

Valan'aretina Covid-19

SOLOMBAVAMBAHOAKA, NIATRIKA ADY IFOTONY

Sahirana ny firenena maro manerantany ny amin'ny fisian'ny valanaretina coronavirus amin'izao fotoana izao... tsimok'aretina iray mbola tsy nahitana fanafody manasitrana na vaksiny fiarovana hatramin'izao. Tsy tambo isaina ny olona marary nidiran'ity tsimok'aretina ity ary efa nandripaka ain'olona maro manerantany.

Ny volana martsa 2020 no nahafantarana voalohany fa tafiditra teto Madagasikara ny tsimok'aretina taorian'ireo fitiliana izay natao tamin'ireo olona tonga avy any ivelany. Nandray fanampahan-kevitra avy hatrany ny fitondram-panjakana malagasy nanoloana izany ka nampihatra ireo fepetra maro hiadiana amin'io valanaretina io sy hiarovana ny tsy hiparitahany indrindra amin'ireo olona marefo.

Sokajin'asa

Natsahatra mandritra ny fotoana tsy voafetra ny fitaterana anabakabaka mitondra mpandeha izay mampifandray an'i Madagasikara amin'ny any ivelany. Ny fitaterana ireo entana tsy maintsy ilaina toy ny fanafody ihany no afaka niditra ny sisin-tany nefa narahina fepetra hentitra ny fanatanterahana izany. Noferana ny fotoana aha-fahan'ny tsirairay mivoaka ny tokatranon'ny olona maro. Nakatona nandritra ny fotoana lava ireo orinasa sy fivarotana lehibe ankoatra ireo mpivarotra ny entana tsy maintsy ilaina andavanandro, toy izany koa ireo sokajin'asa hafa izay azo ampandeferina mba isorohana ny fiparitahan'ny valanaretina. Bet-saka ny very asa fivelomana, maro ny orinasa nikatona ary sahirana mafy ny vahoaka vokat'izany.

Ny tetik'adin'ny fitondrana

Tsapan'ny mpitondra fanjakana ny fiantraikan'ireo fepetra marobe ireo amin'ny fiainan'ny mponina andavanandro ka niezaka izy ireo nitondra fanampiana sy tohana ho an'ireo olona marefo sy sahirana teny amin'ny fokontany. Nosokafana ny tsena mora

izay nivarotana mirary ireo sakafo sy kojakoja tsy maintsy ilaina andavanandro toy ny vary, sira, menaka, savony, sns. Notolorana fanampiana sy tohana isankarazany koa ireo olona maro voamarina fa tena mila izany vokatry ny fahaverezan'asa na tsy fahafahana manohy intsony ny asa fivelomana nataony noho ireo fepetra noraisina. Niantso ny rehetra ny Filoham-pirenena mba hanome tãnana ny fitondram-panjakana amin'ny fomba fanatanterahana ireo fepetra sy paikady rehetra entina miatrika ity valanaretina ity eto Madagasikara. Nisongadina

Tsapan'ny mpitondra fanjakana ny fiantraikan'ireo fepetra marobe ireo amin'ny fiainan'ny mponina andavanandro ka niezaka izy ireo nitondra fanampiana sy tohana ho an'ireo olona marefo sy sahirana

izany hetsika faraha-mientana izany teto Antananarivo renivohitra sy teny amin'ireo kaominina manodidina izay notarihan'ireo mpitondra fanjakana sy Solombavambahoaka niara-nanatanteraka izany andraikitra goavana izany.

Ny tolona teo anivon'ny distrikan'i Moramanga

Hita manerana an'i Madagasikara koa izay sary faraha-mientan'ny samy tompon'andraikitra izay indrindra tany amin'ireo faritra sy distrika tena nipa-

ritahan'ity valanaretina ity. Amin'ny maha olona ara-pahasalamana ny « covid-19 » dia nanatona ny Filohan'ny Vaomieran'ny Fahasalalamam-bahoaka eto amin'ny Antenimierampirenena, Dokotera Rajaobelina Lova, Solombavambahoaka voafidy tao Moramanga izahay nanadihady ny fomba niatrehana valanaretina tao amin'ny distrika izay nahavoafidy azy. Sarotra tokoa ny niainan'ny distrikan'i Moramanga ireo fotoana tena niparitahan'ny valanaretina « covid-19 ». Distrika sy tanàna lehibe anelanelan'ny Faritra Analamananga sy ny Faritra Atsinanana izay nahitana trangan'aretina maro teto Madagasikara i Moramanga.

Fepetra

Paikady telo miavaka tsara nandrafitra ireo fepetra nampiharina nentina niatrika ny valan'aretina tao amin'ny distrikan'i Moramanga. Voalohany, nampahafantatra ny mponina ny fisian'ny valanaretina « covid-19 » izay mandripaka olona maro any ivelany ka tsy maintsy nampihatra amin'ny fomba hentitra ny fepetra ara-pahasalamana ho fiarovana-tena sy fitsaboana raha sanatria ka misy ny marary. Nitety ireo kaominina, fokontany, zanabohitra tao amin'ny distrikan'i Moramanga ny Solombavambahoaka sy ireo mpiara-miasa aminy nampahafantatra ny mahakasika ity areti-mandoza miparitaka eran-tany ity izay azo sorohana sy tsaboina tsara raha manaraka ireo toromarika omen'ny tompon'andraikitra isan-tsokajiny sy ny mpiasan'ny fahasalamana, toy ny fanasana tanana matetika amin'ny rano sy savony, fanaovana aro-tava, fanajana ny elanelana, tsy fivoahana ny trano raha tsy misy anton-javatra tsy maintsy tanterahina. Nofoanana daholo ireo hetsika mitarika ny fitangoronan'ny olona toy ny lano-

nana samihafa, fifaninanana ara-panatanjahan-tena, fifanotronana amin'ireo trangam-piaraha-monina anka-soavana sy ankaratsiana mba ahafahana mampihatra ireo hetsika fisorohana ny fiparitan'ny valanaretina. Nampiharina koa ireo fepetra niraisana manerana an'i Madagasikara toy ny fanafoanana ireo zotra fitateram-bahoaka nasionaly sy rezionaly, fampiharana ny tsy fahafahana mivezivezy amin'ny alina, fikatonan'ny fiangonana sy ny toeram-pianarana, sns.

Niditra an-tsehatra

Paikady faharoa : nankahery sy nanolo-tànana ireo mpisehatra rehetra eo amin'ny lafiny fahasalamana ary nanatevina ny fitaovana teo am-pelatanan'izy ireo sy ny traikefa ananany. Amin'ny maha mpitsabo sady Filohan'ny Vaomieran'ny Fahasalalamam-bahoaka ny Solombavambahoaka Rajaobelina Lova dia niditra an-tsehatra izy tamin'ny fanomezan-tanana ho fankaherezana ireo namany mpiasan'ny fahasalamana amin'ny fandrindrana ireo paikady sy fepetra noraisina hiatrehana ny fiparitahan'ity valanaretina ity.

Nomena fiofànana mifanandrify amin'izay ilainy ny mpiantsehatra ara-pahasalamana rehetra ka natomboka teo amin'ny renivohitry ny distrika izany ary notohizana tany amin'ireo CSB any ambanivohitra. Nisy ny fanampiana ara-pitaovana sy fanafoady avy amin'ny Minisiteran'ny Fahasalalamam-bahoaka izay naporitaka tamin'ireo tobim-pahasalamana ka nahafahana nitsabo avy hatrany ireo voatily fa mitondra ny tsimokaretina. Natevenina ny fitaovana tao amin'ny «Hopital Annexe» Ambohitranjavidy izay natokana nandraisana ireo voatily fa mararin'ny «covid-19» ka misy soritr'aretina. Afaka nandray marary hatramin'ny 32 io toeram-pitsaboana manokana io. Nizarana CVO maimaim-poana ny mponina maro tao

lanaretina. Tao anatin'izany ny tosika fameno, ny vatsy tsinjo ary ny sosialim-bahoaka. Nandray anjara mavitrika ny Solombavambahoaka sy ireo mpiara-miasa aminy tamin'ny fandrindrana ny asa natao mba ho fizarana ara-dra-riny no tanterahana ka izay tokony hisitraka rehetra dia hahazo ny anjarany. Nidina teny amin'ny fokontany izy ireo nanadihady sy nanamarina ny fandrafetana ny lisitra misy ny anaran'ireo mpisitraka mba hialana amin'ny kolikoly na tandrevaka samihafa ary nanampy tamin'ny famahana ireo olana madi-nidinika nanahirana ireo tompoan'andraikitra isan-tsokajiny. Tsapa fa tena nizotra am-pilaminana ny fitsinjarana ireo fanampiana tamin'ny ankapobeny. Misy ihany ireo fomba fiasa mila hatsaraina saingy tsy nampikorontana ny fanatanterahana ny asa izany.

Nomena fiofànana mifanandrify amin'izay ilainy ny mpiantsehatra ara-pahasalamana rehetra

amin'ny kaominina Moramanga sy ny manodidina ary nomena aro-tava ireo olona hita fa sahirana ka tsy mahavidy izany.

Famahana ireo olana

Paikady fahatelo farany: nanolotra fanampiana ho fahiana ireo olona sahirana, marefo, ary very asa noho ireo fepetra noraisina. Ny distrikan'i Moramanga koa dia nisitraka fanampiana maro karazana natolotry ny Fanjakana ho an'ireo olona voasokajy ho marefo sy sahirana noho ny fiantraikan'ny va-

Finiavana sy ny fiaraha-miasa

Nanahirana ny fiatrehana ity valanaretina ity tao amin'ny distrikan'i Moramanga nefa azo lazaina fa voafehy ihany izany hatreto. Ny finivana sy ny fiaraha-miasan'ireo tompoan'andraikitra ara-panjakana sy ny Solombavambahoaka ary ny firindran'ny fanatanterahana ireo asa samihafa no nahafahana nandresy ny fahasahiranana ka tsy nisy aina nafoy, tsy nisy narary mafy koa tamin'ireo olona miisa 182 voaporofa fa nitondra ny tsimok'aretina « covid-19 ».

« *Irariana ny hitohizan'izany fiaraha-mientana izany eo amin'ny sehatr'asa fampandrosoana rehetra* », hoy ny Solombavambahoaka Rajaobelina Lova, « *ary tokony hojerena ny hanampiana ny fidiram-bola maharitra ho an'ireo olona sahirana vokatry ny fiantraikan'ny valan'aretina.* » Na mihena aza ny isan'ny olona voatily fa mitondra ny tsimok'aretina io eto Madagasikara, azo inoana fa mbola tsy resy tanteraka akory ny «covid-19». Mila mitandrina ny rehetra amin'ireo fepetra iarovan-tena sy isorohana ny fahavoazana amin'ny fotoana tsy ampoizina. Na mihena aza ny isan'ny olona voatily fa mitondra ny tsimok'aretina io eto Madagasikara, azo inoana fa mbola tsy resy tanteraka akory ny «covid-19». Mila mitandrina ny rehetra amin'ireo fepetra iarovan-tena sy isorohana ny fahavoazana amin'ny fotoana tsy ampoizina. **A**

Eloise





Solombavambahoaka

ENDRIKA VAOVAO AO AMIN'NY ANTENIMIERAMPIRENENA

Rehefa misy ny fahabangan-toerana ao amin'ny Antenimierampirenena dia hamarinin'ny Fitsarana Avo momba ny Lalampanorenana izany, ary manendry izay manaraka azy ao amin'ny mpiray lisitra aminy izy.

Maro ny antony mety mahatonga ny fahabangan-toerana ao anatin'ny Antenimierampirenena. Anisan'izany ny fialàna araka ny nahim-pon'ny Solombavambahoaka, na koa fialàna noho ny trangan-javatra miseho, toy ny tsy fanatrehana maharitra tsy misy fialan-tsiny ara-dalàna ny fotoampivoriana. Eo ihany koa ny fiatoana raha misy Solombavambahoaka voatendry ho mpikambana anatin'ny Governemanta.

Ny Filohan'ny Antenimierampirenena no mampahafantatra ny fahabangana eo anivon'ny Fitsaràna avo mom-

ba ny Lampadophore. Ity farany no manamarina izany ary manendry izay Solombavambahoaka handray izany toerana banga izany. Noho ireo antony samihafa ireo dia miisa telo ny Solombavambahoaka vaoavao voatendry handrafitra ny Antenimierampirenena : NAHARIMAMY Lucien Irmah

Andraikitra

Araka ny Didim-pitsarana laharana faha 09-HCC/AR tamin'ny 31 aogositra 2020 nataon'ny Fitsarana Avo momba ny Lalampanorenana dia miverina mandray ny toerana maha-Solombavambahoaka azy Ramatoa NAHARI-

MAMY Lucien Irmah rehefa nitsahatra ny fandraisany andraikitra amin'ny maha-mpikambana ao amin'ny Governemanta azy.

Teraka tao Fenoarivo Atsinanana tamin'ny taona 1978 izy. Mpandraharaha sady mpanao politika izy ary andraikitra maro no efa nahafantarana azy. Mpanolo-tsaina manokan'ny Lehiben'ny Faritra Atsinanana tamin'ny taona 2009 ka hatramin'ny 2011. Filoha lefitry ny Delegasiona manokana tao amin'ny kaominina ambonivohitry Toamasina ny taona 2011.

Filoha lefitry ny Kongresin'ny Tetezamina ny taona 2011, mpikambana tao





EDIEDY Adolphe

Solombavambahoaka mpisolo toerana ao amin'ny Distrikan'i Morombe



NAHARIMAMY Lucien Irmah,

Solombavambahoaka voafidy tao amin'ny Distrikan'i Toamasina I



INDRIANDRO Julien

Solombavambahoaka mpisolo toerana ao amin'ny Distrikan'i Fenoarivo Atsinanana

amin'ny Filan-kevitra Ambonin'ny Tetezamita tamin'ny taona 2012. Voafidy ho Solombavambahoaka tao amin'ny Distrikan'i Mahanoro tamin'ny taona 2014 ary niandraikitra ny asan'ny Filoha lefitry ny Antenimierampirenena ho an'ny faritanin'i Toamasina.

Voatendry ho Ministry ny Mponina, ny Fiarovana ara-tsosialy sy ny Fampiroboroboana ny Vehivavy izy tamin'ny Governemanta iraisana izay notarihin'ny Praiminisitra NTSAY Christian ny taona 2018.

Voafidy ho Solombavambahoaka tao amin'ny Distrikan'i Toamasina I kosa izy ny taona 2019 mialohan'ny nanendrena azy ho mpikambana ao amin'ny governemanta indray. « *Mbola maro ihany koa ny asa miandry satria mbola betsaka no tsy an'asa, ny sahirana noho ny tsy fisian'ny asa, ny olana amin'ny tsy fandriampahalemana, ny fotodrafitrasa mila ampiana sy amboarina toy ny lalana, ny rano madio sns... Iaina hatrany ny fihainoana sy ny fanajana ny hetahetam-bahoaka satria ireo no tompon'ny fahefana fa ampindramina ihany ny an'ny olom-boafidy sy voatendry* », hoy izy tamin'ny fotoana naha-minisitra azy.

Toerana mahavokatra

Ny Didim-panjakana laharana faha 2020-997 tamin'ny 20 aogositra 2020 izay nanendry an-dRamatoa BAVY Angelica Michelle ho mpikambana ao amin'ny Governemanta nampisy banga tamin'ny toeran'ny Solombavambahoaka amin'ny lisitra «Isika Rehetra Miaraka amin'i Andry Rajoelina» ho an'ny Distrikan'i Fenoarivo Antsinanana. Koa ny Didy navoakan'ny Fitsarana Avo momba ny Lalamparenana laharana faha 08-HCC/AR tamin'ny 31 aogositra 2020 no nanendry an'Andriamatoa INDRIAN-

DRO Julien ho Solombavambahoaka vaovao.

Teraka tamin'ny taona 1959 tao Ampasimbe Manantsatrana izy. Mpamboly no asany ary efa nitana ny andraikity ny Filohan'ny Filankevitra Monisipaly tao amin'ny Kaominina Ambanivohitra Ampasimbe Manantsatrana ny taona 1998 ka hatramin'ny 2003, Ben'ny Tanàna tao amin'izany kaominina izany ny taona 2004 ka hatramin'ny 2013.

« Mbola maro ihany koa ny asa miandry satria mbola betsaka no tsy an'asa, ny sahirana noho ny tsy fisian'ny asa, ny olana amin'ny tsy fandriampahalemana... »

Nomarihiny fa toerana mahavokatra iny faritra Atsinanana iny, toy ny jirofo, ny lavanila, ny letchi ary ny vary; koa ny fampiroboroboana ny lafiny ara-toekarena sy ny fambolena no anisan'ny laharam-pahamehana imasoany amin'ny alalan'ny fanatsarana sy fanorenana toho-drano sy ireo fotodrafitrasa hafa mifanaraka amin'izany.

Nambarany fa «*vonona ny hifanome tanana amin'ny Fahefana Mpanatanteraka ny tenany amin'ny fampahombiazana ireo vina napetraky ny Filoham-pirenena satria ilaina tokoa ny fanovana sy fampandrosoana ary ny fametrahana ny fandriampahalemana maharitra.*»

Andraikitra iantsorohana

Araka ny Didim-pitsarana laharana faha 07-HCC/AR tamin'ny 31 aogositra 2020 navoakan'ny Fitsarana Avo momba ny Lalamparenana dia voatendry hisolo toerana an'ltompokolahy RAKOTOMALALA Lucien, Solombavambahoaka voafidy tamin'ny antoko « Isika Rehetra Miaraka amin'i Andry Rajoelina » tao Morombe, izay nodimandry tamin'ny volana jolay 2020, Andriamatoa EDIEDY Adolphe.

Teraka tamin'ny taona 1963 sy lehibe tao Midongy Atsimo izy. Ankoatra ny maha mpampianatra azy dia efa nitana ny andraikity ny Ben'ny Tanàna Lefitra tao amin'ny Kaominina ambanivohitr'i Befandefa ny taona 2007 ka hatramin'ny 2011.

Voafidy ho Ben'ny Tanànan'io Kaominina Befandefa io izy tamin'ny taona 2011 ary nanatanteraka izany andraikitra izany hatramin'izao naha-voatendry azy ho Solombavambahoaka izao.

«*Ny fanohizana ny ady amin'ny tsy fandriampahalemana amin'ny Distrikan'i Morombe dia laharam-pahamehana*», hoy i EDIEDY Adolphe. Eo ihany koa ny fampandrosoana ara-toekarena toy ny « *hamerenana indray ny seranan-tsambo any an-toerana mba hanamora ny fivezivezen'ny olona sy ny vokatra, izay mampalaza iny Distrika iny* ».

Mirary ireo Solombavambahoaka vaovao mba hahatanteraha antsakany sy andavany ny andraikitra iantsorohany mandritra ny fotoana hanaovany izany eto amin'ny Antenimierampirenena. **A.**

Fiaraha-miasa iraisam-pirenena

ANTENIMIERAMPIRENA MIVELATRA AMIN'NY SEHATRA MARO

Zava-dehibe ny fifandraisana amin'ny any ivelany. Nandray vahiny maro Ramatoa RAZANAMAHASOA Christine hanamafisana ny anjara toeran'ny antenimierampirenena.

Handao antsika tsy ho ela ny Ambasadaoron'ny firenena Rosiana

Tonga nanao fitsidihana ho fanaovam-beloma ny Filohan'ny Antenimierampirenena Ramatoa RAZANAMAHASOA Christine ny Ambasadaoro rosiana Andriamatoa Stanislav AKHMEDOV ny faha 08 septambra 2020 izay niasa nandritra ny fito taona teto Madagasikara. Samy nahatsapa ny roa tonta fa nisy fivoarana betsaka ny fifandraisan'ny Federation'i Rosia sy ny firenena malagasy nandritra ny fotoana nanatanterahan'Andriamatoa Ambasadaoro ny andraikiny teto Madagasikara. Nisotra izany ezaka nataon'ity vahiny ity ny Filohan'ny Antenimierampirenena ary nirary soa ho azy hahavita be hatrany amin'izay andraikitra vaovao hanendrena azy indray. Handao tsy ho ela an'i Madagasikara ity solontenan'ny firenena rosiana teto amintsika ity nefa dia nanamafy ny tenany fa hotohizana sy hatsaraina hatrany ny fifandraisana sy fiaraha-miasa eo amin'ny firenena roa tonta.



Fandraisan'ny Filohan'ny Antenimierampirenena ny Ambasadaoro rosiana



Ramatoa isany Christine RAZANAMAHASOA sy Marie DIMOND

Mpiara-miombon'antoka mahavita be ny Fandaharan'asan'ny Firenena mikambana momba ny Fampandrosoana (PNUD)

Ny alarobia faha 2 septambra 2020 dia noraisin'ny Filohan'ny Antenimierampirenena teto amin'ny Lapan'i Tsimbazaza i Ramatoa Marie DIMOND izay solontena maharitra ny Fandaharan'asan'ny firenena mikambana momba ny fampandrosoana (PNUD) miasa eto Madagasikara.

Fihaonana izay nanaovana tomban'ezaka tamin'ireo fiaraha-miasa efa notanterahina teo amin'ny roa tonta. Betsaka ireo tohana nanampian'ny PNUD ny Antenimierampirenena hoy ny Filoha Ramatoa RAZANAMAHASOA Christine ary ankasitrahana tanteraka izany.

Mbola betsaka ihany koa anefa ireo ezaka fampivoarana sy asa fanatsarana tsy maintsy atao eo anivon'ny asa fandraharahana eto amin'ny Antenimierampirenena sy fanamafisana traikefa ho an'ireo Solombavambahoaka amin'ny fanatanterahana ny asany. Nandritra io fihaonana io no nanoloran-dRamatoa Filohan'ny Antenimierampirenena ho an'ny PNUD ny Drafitra paikady hampandrosoana ny asan'ny Antenimierampirenena (Plan Stratégique de développement de l'Assemblée nationale 2019 -2024). Ramatoa Marie DIMOND dia nankasitrahana ny fiovana tsara eo amin'ny fanatanterahan'ny Antenimierampirenena malagasy ny asany teo amin'ny fanaovan-dalana sy fisoloana tena ny vahoaka malagasy tamin'ity taom-piasana ity. Anisan'ny zava-dehibe ny tsy dia nahenoana intsony ireo hetsika maharatsy endrika ity Andrimpanjakana ity toy ny fanambazana na fanerena ny Solombavambahoaka izay zary fanao mialoha ny fandaniana lalàna na fandraisana fanapahankevitra lehibe teo aloha. Vonona ny PNUD, hoy izy, ny hifanome tanana amin'ny Antenimierampirenena hiara-hiasa amin'ny fanatanterahana io drafitra vaovao araka izay tandrify azy.

Hanamafy ny fiaraha-miasa amintsika hatrany ny firenena Japoney

Ny Ambasadaoro vaovaon'ny firenena Suisse Andriamatoa Chasper SAROTT kosa no noraisin'ny Filohan'ny Antenimierampirenena ny Alarobia faha 26 aogositra 2020 maraina tao amin'ny Lapan'i Tsimbazaza. Nandritra ity fihonana ity no nanazavan'Andriamatoa ambasadaoro ny fasan'ny Fanjakana federaly Suisse sy ny fanirian'izy ireo ny hanamafy hatrany ny fiaraha-miasa amin'ny Fanjakana malagasy. Not-siahiviny ireo tohana teo amin'ny lafiny ara-pahasalamana sy fanabeazana ary ny lafiny ara-toekarena izay efa nosahainy tamin'ny alalan'ireo fikambanana tsy miankina amin'ny fanjakana.

Tsy mbola misy ny fifandraisana parlematera mivantana eo amin'i Suisse sy i Madagasikara nefa kosa samy mpikambana ao amin'ny « Assemblée Parlementaire Francophone » ny roa tonta.



Andriamatoa Chasper SAROTT, Ambasadoron'ny firenena suisse



Fitsidihana nataon'ny Ambasadaoron'ny firenena japoney

Hanamafy ny fiaraha-miasa amintsika hatrany ny firenena Japoney

Andriamatoa Yoshihiro HIGUCHI, Ambasadaoron'ny firenena Japoney kosa no noraisin'ny Filohan'ny Antenimierampirenena Ramatoa RAZANAMAHASOA Christine ny Alarobia faha 12 aogositra 2020. Nanotrona io fihonana io ny Mpampakateny Jeneraly Lefitra Ramatoa RAFENOMANANTSOA Tsirimaharofy Ny Aina sy ny Sekretera Jeneraly Andriamatoa RANDRIAMAHAFANJARY A. Calvin ary ny Talen'ny Kabinetran'ny Filohan'ny Antenimierampirenena RAZAFINDRANAMANA Pierrot.

Nandritra ny dinidinika nifanaovana dia nanamafy Andriamatoa Ambasadaoro fa vonona hatrany ny firenena Japoney hanampy sy hifanome tanana amin'ny Fanjakana malagasy amin'ireo asa fampandrosoana efa iarahana manatanteraka. Tokony hatsaraina sy hamafisina koa ny fifandraisana eo amin'ny parlemanta roa tonta amin'ny alalan'ny vondrona fifankatiavana Japoney sy Madagasikara.

Nanangona Orsini

FITIMBAOVAO

Tamin'ny 30 septambra 2020 dia nivory niaraka tamin'ny EISA ireo vehivavy parlematera. Maro ny zavatra nodinihina tamin'izany, eo ny mikasika ny fomba fiasa eny anivon'ny distrika nahavoafidy azy ireo. Anisan'izany ny fanohanana ny « assistants parlementaires » sy ireo mpanolo-tsaina. Teo ihany koa ny momba ny fitandrovana ny firaisankinan'ny fiaraha-monina ary ny fanamafisana ny fandriam-pahalemana any ambanivohitra

Ny 06 oktobra ka hatramin'ny 09 oktobra 2020 dia no-tanterahina tany Antsirabe ny fampiofanana ireo mpiasan'ny Antenimierampirenena hiatrika ny fandinihana ny teti-bolam-panjakana. Natao izany ho fampitomboana ny fahaiza-manao ho an'ireo teknisiana sy ho fanohanana ny Solombavambahoaka amin'ny asa. Voakasika manokana ny sampan-draharaha manatrika ny fivorian'ny vaomieran'ny teti-bola. Ny EISA no mpiara-miombon'antoka nikarakara ny fiofanana niaraka tamin'ny Antenimierampirenena.

Ny FES dia nikarakara atrikasa niaraka tamin'ireo filohan'ny vaomiera maharitra sy ny filohan'ny vondrona parlematera eto amin'ny Antenimierampirenena tany Antsirabe ny 27 ka hatramin'ny 29 oktobra lasa teo. Ny fanatsarana ny fomba fiasa ao anatin'ny vaomiera sy ny vondrona parlematera, ny fia-

raha-miasa amin'ny fiarahamonim-pirenena, ny fampahafantarana ny asa amin'ny vahoaka no anton'ny atrikasa.

Anatin'ny fanomanana ny fampiasana internet amin'ny asa (dématisation) ny Antenimierampirenena amin'izao fotoana izao. Izany no atao mba hikajiana ny tontolo iainana amin'ny alalan'ny fampihenana ny fampiasana taratasy sy ho fanafainganana ny fomba fiasa.

Taorian'ny fangatahan'ireo vehivavy Parlematera dia hisy ny atrikasa fanohanana momba ny tolo-dalàna ny 12 sy 13 Novambra 2020 ho avy izao. Izany no hatao dia mba ho fampahafantarana azy ireo ny teknikan'ny famolavolana tolo-dalàna hahafahan'izy ireo mandray anjara bebe kokoa amin'ny fizotran'ny asan'ny mpanao lalàna.

Nihaona tamin'ny Réseau des Femmes Africaines Ministres et Parlementaires (REFAMP) sy ny Vondrona Miralenta ho an'ny Fampandrosoana (VMLF) ireo Solombavambahoaka vehivavy am-perinasa ny 05 novambra 2020 teny amin'ny CCI Ivato. Fampahafantarana ny fikambanana sy fifanakalozan-kevitra no anton'ny fihonana. REFAMP sy ny VMLF dia fikambanam-behivavy mametraka ny tanjona mba hisian'ny vehivavy maro hazoto amin'ny fitantanana ny raharaham-pirenena.



Sampan-draharaham-panjakana sy ny Antenimierampirenena NY LANJAN'NY FEHIN-KEVITRA EO AMIN'NY ASAN'NY SOLOMBAVAMBAHOAKA

Raha ny fandaniana ny lalàna no heverina ho andraikitra voalohany iantsorohan'ny Parlemanta dia hita eny koa ny fandaniana fehin-kevitra saingy anivon'ny antenimiera iray fotsiny. Izany dia ahafahan'ny mpikambana ao amin'ny Antenimiera misintona lakolosy na manapa-kevitra hanadihady ny asa sahanin'ny governemanta rehefa eken'ny rijan-teny misy ny fanaovana izany. Misy, na dia voafetra ihany aza, ny raharaham-pitsarana azo ampiasana izany. Fomba fiasa tsy vaovao amin'ny Solombavambahoaka ny fampiasana ny fehin-kevitra.

Tolo-panapahan-kevitra avy amin'ny mpikambana ao amin'ny antenimieran'ny parlemanta iray mba hitaomana ny governemanta hamaha sy handinika ny raharaha iray voafaritra tsara eo amin'ny politika ara-toekarena, fitantanambola, fitantanana-draharaha sôsialy na kolontsaina mahakasika ny fianampirenena ny fehin-kevitra. Miara-dalana amin'izay koa ny famantarana ny asan'ny governemanta. Azo amoahana ny rijan-teny mahakasika ny fomba fiasa sy ny fitsipi-pifehezana eny anivon'ny antenimieran'ny parlemanta ny fehin-kevitra. Tsy manan-kerky ho lalàna ny fehin-kevitra ka tsy voatery hankatoavina. Angamba noho izy lany tao amin'ny antenimiera iray fotsiny nefa ny parlemanta malagasy dia ahitana antenimiera roa, hany lasa toa "zanaka lalàna". Rehefa tomorina anefa dia arakaraka izay toe-javatra ampiasana azy ny lanjan'ny fehin-kevitra ka mahatonga azy ho an-tsfdy

na koa somary fanerena ankolaka.

Inona avy moa no ampiasana ny fehin-kevitra?

Ny fehin-kevitra dia entina mitaona sy manaitaitra ny governemanta na sampan-draharaham-panjakana mpanatanteraka iray hamaha olana ireo raharaha heverin'ny Solombavambahoaka fa maharary ny vahoaka; manapaka hevitra mikasika ny fampandehanan-draharaha sy ny fitsipika eny anivon'ny antenimieran'ny parlemanta; miampanga tomponandraikitra ambony ao amin'ny andrim-panjakana manoloana ny Fitsarana Avo araka ny Lalàna laharana faha-2014-043 momba ny Fitsarana Avo.

Fahita matetika ireo karazana vaomiera ampisahanina ny fikarohana fanazavana momba ny toe-draharaha voaresaka ao anaty fehin-kevitra, dia ilay antsoina hoe vaomiera parlemanta mpanao fanadihadiana izay atao maneho taratra ny endrika politika eny amin'ny Antenimierampirenena ny firafiny. Eo koa anefa ny vaomiera misahana ny fangatahana fampiatoana ny fitazonana am-ponja, ny fanafoanana

na famerana ny fahafahana na ny fanenjehana ny Solombavambahoaka izay miendrika fehin-kevitra ny fehin-teny ataony. (Fitsipika anaty andininy faha-111 andalana 6). Misy ny vaomiera izay aorina araka ny Lalàna laharana faha-2014-043 dia ny vaomiera misahana ny taky (commission de requête) izay mpamolavola fehin-kevitra enti-miampanga.

Mirotsaka ifotony

Ao amin'ilay voalohany dia fitaovana entina manaitaitra ny governemanta ny fehin-kevitra. Mila fanazavana matotra mikasika izay tena olana marina ny Solombavambahoaka ka aleon'izy ireo mirotsaka ifotony amin'ny fomba ara-dalàna. Amin'ny toe-draharaha sasany dia mihevitra izy ireo fa tsy maintsy mihetsika haingana ny governemanta mba tsy hisian'ny fahavoazana sy ny korontana.

Nisy, ohatra, ireo olana toy ny fidiran'ny vahiny antsokosoko, fandrohana ny valanjavaboahary voaaro, ny tsy fandiampahalemana...izay voatanisa ao amin'ny famelabelarana ny antonantony. Izany no antom-pisian'ny



fehin-kevitra laharana faha-01-2017/R izay nananganana ny vaomiera parlemantera mpanadihady iray izay hanao fanadihadiana ifotony ireo olana hita eo amin'ny fitrandrahana safira ao Bemainty (Didy). Misy koa nefa ny fanaitarana na fandodonana mihitsy aza ny tompandraikitra ao amin'ny governemanta mba hitondra vahaolana haingana.

Nahatsapa, ohatra, ny Solombavambahoaka Mara Niarisy, solombavambahoaka tamin'izany fotoana izany, fa iharan'ny antsonjain'ny mpiara-monina sy ny tompandraiki-panjakana izy sy ny fianakaviany nandritra ny «Opération Fahalemana» notontosaina tao amin'ny Distrikan'Ankazoabo (araka izay hita ao amin'ny famelabelarana ny antonantony). Izany toe-draharaha izany no nipoiran'ny Fehin-kevitra laharana faha-07-2015/R izay mampiantso amin'ny fomba hentitra ireo mpikambana sasantsasany ao amin'ny Governemanta mba hitondra fanazavana sy vahaolana mampilamina.

Fandrosoana vahaolana

Santionany fotsiny ireo fa misy ireo fehin-kevitra miresaka ny olana aratany, ny zava-manahirana eny amin'ny orinasam-panjakana, ny tsy fandriampahalemana...ka nampanangana vaomiera parlemantera mpanadihady hikaro-panazavana misimisy kokoa momba izany. Nisy mihitsy aza ny fandrosoana vahaolana toy izay hita ao amin'ny fehin-kevitra laharana faha-02-2020/R mikasika fananganana sy fandaminana ny Fokontany. Amin'ity endrika iray ity dia toy ny manontany ireo Solombavambahoaka hoe: «*Maninona moa raha mba ity no atao?*». Tsy misy anefa ny fanerena.

Azo ananganana vaomiera parlemantera mpanao fanadihadiana ny raharaha mbola tsy nanaovan'ny fahefana fanjakana famotopotorana ara-pitsarana no a. Mijanona kosa anefa ilay fanadihadiana raha vao mandeha famotorana ara-pitsarana. Tsy maintsy manao tatitry ny asany eny anivon'ny Antenimierampirenena ny mpikambana amin'ireny vaomiera ireny. Tetika iray ikarohan'ny Solombavambahoaka fanazavana mikasika ny asan'ny governemanta sy ahafahany maneho ny fijeriny momba izany ny fehin-kevitra. Manaporofa izany ny fanehoan-kevitra eo amin'ny famelabelarana ny antonantony sy ny fit-

siahy (considérants) mialoha ny ventin-kevitra. Anjaran'ny governemanta ny mandanjalanja izay fandraisany azy ireny. Marihina anefa fa manambara amin'ny fomba ofisialy ny hevitra ny Antenimiera ny fehin-kevitra. Izany dia manamarina ny lanja politika goavana ananan'ny fehin-kevitra eo amin'ny fandraisan'ny Antenimiera sy ny Governemanta.¹

« Mbola maro ihany koa ny asa miandry satria mbola betsaka no tsy an'asa, ny sahirana noho ny tsy fisian'ny asa, ny olana amin'ny tsy fandriampahalemana... »

Fampandehana-draharaha sy fitsipika eny anivon'ny Antenimiera

Efa nisy ny fehin-kevitra nentina namoahana fanapahan-kevitra. Nety ho azo natao tamin'ny didimpitondrana angamba ilay izay saingy noho ny lanjany dia izany no lalana nitondrana ny raharaha. Tamin'ny fotoam-piasana fahefatra ao amin'ny Repoblika faha-III no nahitana izany. Nisy ny fehin-kevitra laharana faha-01-2008 tamin'ny 12 desambra 2008 nanapahana hevitra hamindrana ny ampahany amin'ny mpiasan'ny Antenimierampirenena any amin'ny fitantanan-draharahan'ny asampanjakana (FOP). Izany no nentina naneho fa niarahana ny fanapahan-kevitra fa tsy sanatria hoe avy amin'ny Filohan'ny Antenimierampirenena fotsiny ihany ka noho izany dia samy tompandraikitra.

Fehin-kevitra no anaovan'ny mpikambana ao amin'ny Birao maharitra latsabato koa no entina manaiky na mandà ny fanesorana ny zo tsy ho azo henjehina (Fitsipika anatin'ny Antenimierampirenena, and.112 andl.3) raha ny mikasika ny fitsipi-pifehezana dia Ny fehin-kevitra koa anefa dia fitaovana ahafahana miaro ireo mpikambana ao amin'ny Antenimierampirenena. Hita izany tamin'ireo fehin-kevitra roa laharana faha-02-2019/R sy 03-2019 navoakan'ny Antenimierampirenena tamin'ny faha-29 novambra

nitakiana ny fampiatona fitazonana am-ponja sy ny fanenjehana ireo Solombavambahoaka roalahy dia Andriamatoa Raveloson Ludovic Adrien antsoina hoe Leva lany tao amin'ny Distrikan'i Mahabo sy Andriamatoa Rasolomampionona Hasimpirenena, lany tao amin'ny distrikan'i Fandriana. Nisy ny raharaha nanenjehan'ny Fitsarana azy roalahy ireo izay niafara tamin'ny fitazonana am-ponja. Sady ho fitondrana ny anjarabiriky amin'ny famahana ny olana izy ity no mety koa ho fiarovana azy roalahy amin'ny maha-solontenam-bahoaka azy ireo satria nisy ireo zon'izy roakahy ireo izay noheverin'ny solombambahoaka sasany fa tsy nasiana fiheverana. Heverina ho mampisy lanja ilay fitakiana ny maha-amin'ny anaran'ny Antenimierampirenena izany. Ny misarika ny sain'ny tompandraikitra fotsiny anefa no ataon'ny Antenimierampirenena fa tsy maka ny toeran'ny mpitsara na mpisolovava akory.

Fehin-kevitra no namoahana ny fitsipika anatin'ny Antenimierampirenena amin'ny fotoam-piasana faharoan'ny Repoblika fahaefatra. Teo aloha dia didimpitondrana avoakan'ny Filohan'ny Antenimierampirenena avy amin'ny tolotra rijan-teny lany tao amin'ny fivoriambe no nanaovana izany.

Fiangangana tomponandraikitra ambony

Misy tranga anankiroa samy ahitana ny fampiasana fehin-kevitra entimiampanga ao amin'ny Lalàna laharana faha-2014-043 momba ny Fitsarana Avo, dia ny fiangangana ny Filohan'ny Repoblika izay ny Antenimierampirenena no hany afaka manao izany sy ny fiangangana ireo tompandraikitra hafa voalazan'ny andininy faha-133 ao amin'ny Lalàmpanorenana izay ny Tonian'ny fampanoavan'ny Fitsarana tampony no manao ny fanenjehana. Ilay fehin-kevitra iampangana ny filohan'ny Repoblika dia lanin'ny roa ampahatelon'ny mpikambana ao amin'ny Antenimierampirenena araka izay hita ao amin'ny andininy faha-22 andalana 2 ao amin'io lalàna io. Ny antsasamanilan'ny mpikambana kosa no mandany ny fehin-kevitra entimiampanga ireo tompandraikitra voalazan'ny andininy faha-133 ao amin'ny Lalàmpanorenana araka ny voalazan'ny andininy faha-39 andalana

1. Ny tomponandraiki-pitsarana no mandanjalanja izay hasin'izy ireny. Midika izany fa ahitana ny fampiasana ny fehin-kevitra hatrany amin'ny sehatra avon'ny Fitondrana.

Hita amin'izany fa na lazaina aza fa tsy manan-kery ho lalàna ny fehin-kevitra dia ahafahan'ny Solombavambahoaka kosa mamantatra ny fanatanterahan'ny governemanta ny asany sy mitaky ny fampiharana marina ny lalàna ary manilika na miaro ny namany na koa miampanga tomponandraiki-panjakana ambony. Raha jerena

koa ny fitsipika anaty izay atao amin'ny fehin-kevitra dia toa karazana lalàna ihany koa satria tsy maintsy arahin'ny Solombavambahoaka.² **A**

Rambelo

Loharano:

And.32 andl.3 ao amin'ny Hitsivolana laharana faha-2014-001 tamin'ny 18 aprily 2014 anaovana ny lalàna fehizoro amerana ny fitsipika mikasika ny fampandehana ny Antenimierampirenena, novaina tamin'ny lalàna fehizoro laharana faha-2014-034 tamin'ny 09 febroary 2015, manova ny fepetra sasantsasany ao amin'ny Hitsivolana laharana faha-2014-001 tamin'ny 18 avrily 2014 anaovana ny lalàna fehizoro amerana ny fitsipika mikasika ny fampandehana ny

Antenimierampirenena, dika teny) Andininy 133 ao amin'ny Lalàmpanorenana. - Ireo Filohan'ny Antenimiera, ny Praiminisitra, ny mpikambana hafa ao amin'ny Governemanta ary ny Filohan'ny Fitsarana Avo momba ny Lalàmpanorenana dia tompon'andraikitra itataovam-pamaizana noho ny zava-natao teo amin'ny asany ka voatondro ho heloka bevava na heloka tsotra tamin'ny fomba nanaovana izany, ka ny Fitsarana Avo no mitsara azy. Ny Antenimierampirenena no afaka miampanga azy ireo amin'ny alàlan'ny latsabato misaraka atao ampahibemaso lanian'ny antsasamanilan'ny mpikambana ao aminy. Ny Tonian'ny Fampanoavan'ny Fitsarana Tampony no manao ny fanenjehana.

NY FIKAMBANANA SOSIALY ETO AMIN'NY ANTENIMIERAMPIRENENA

Notanterahina tamin'ny 18 martsa 2020 lasa teo ny fifidianana ireo birao vaovaon'ny Flombonamben'ny Antenimierampirenena (FIAP)

Manana fikambanana miandraikitra ny sosialy izay mandrindra ny fiaraha-monina eto amin'ny Antenimierampirenena ny Antenimierampirenena: ny Flombonamben'ny Antenimierampirenena (FIAP). Izany dia ankoatra ny asa fanaony andavanandro.

Fampahafantarana ny fikambanana

Fikambanana sosialy ivondronan'ireo mpiasa sy ny Solombavambahoaka ary ireo mpiara-miasa rehetra sivily sy miaramila eto anivon'ny Antenimierampirenena ny FIAP. Mitandro ny firaisam-pirenena, mandala ny fehim-pihavanana ary manaja ny maha-malagasy ny fikambanana. Ny filohan'ny Antenimierampirenena no filoham-boninahitry ny FIAP ary misokatra ho an'ny rehetra vonona hanaja ny sata mifehy sy ny fitsipika ifampitondrana ny fikambanana.

Ny asan'ny fikambanana

Fotra nipoiran'ny fikambanana ny fifanotronana, na ankaratsiana na ankafaliana. Misy koa ankehitriny ireo hetsika samihafa hanamafisana ny firaisankina sy ny fifankatiavan'ny samy mpikambana toy ny fiarahana mitsangatsangana sy ny fizarana nofon-kena mitam-pihavanana isaky ny vanim-potoan'ny fety. Loharanom-bolan'ny FIAP ny latsakemboka sy ny fanampiana avy amin'ny malala-tanana. Ireo no anatanterahany ny asa sosialy sahaniny.

Ny mpitantana ny fikambanana

Fidiana mandritra ny fivoriambe ny filoha sy ireo mpitam-bola roa. Toy izany koa ireo mpanamarim-bola miisa roa. Manampy azy ireo ny mpitan-tsoratra roa,



Ireo birao vaovao ao amin'ny FIAP

ny filoha lefitra iray isam-paritra ary ny mpanolo-tsaina miisa 15 kosa izay tendren'ny filoha. Notanterahina tamin'ny 18 martsa 2020 lasa teo ny fifidianana ireo birao vaovaon'ny Flombonamben'ny Antenimierampirenena (FIAP) izay hitondra ny fikambanana mandritra ny roa taona manaraka. Nanome toky ireo

mpitondra vaovao fa hanao izay tratry ny heriny hampiroborobo ny fikambanana koa manentana sy miangavy ny mpikambana rehetra mba hifanohana sy hifanome tanana mba hahatontosana izany. **A**

IREO BIRAO VAOVAO

Ny filoha : RANDRIAMAMPIONONA Henri

Ireo filoha lefitra isam-paritra :

Antananarivo: RATSIMBA ANDRIAMO-RAMANANA Todisoa

Toamasina : RAZAFINIMIADANA Valérie

Fianarantsoa : ANDRIAMAMPIONONA Rafaralahy Samuel

Toliara : RAKOTOARIVONY Paul Marie Serge Berchmans

Mahajanga : RANTOANINA Eric

Antsiranana : TAREHY Severin Marcel

Ny mpitam-bola :

RAFARAZARA Lucie

RAVOLOLONDRIALA Lalaoharisoa

Ny mpanamarim-bola :

RAZAFINDRAFANOVO Paulin Alex

MARKA Razafimiandry

Ny mpitan-tsoratra :

RAKOTOARISON Fanjava

RAHERIMALALA Giuliana

Ireo mpanolo-tsaina :

RAKOTONIRINA Lantoniaina

ROMAIN Jaosoa

LAINIRINA Francino Joseph Antoine

RAMASIAKA Mudua Dany Jean Phillipe

ANDRIAMASINAINA William Olivier

MARA Jeannot

RAZANADRASOA Claudine

JAOSOA Christopher

FENOMILA Hajatian Joëlle

RANDRIAMANANTENA Eddit Andréa

RAELISON Bakoly Velonanosy

VANOVASON Adelino Adrien

RAKOTOSOLO Maurice Séverin

RAZAFIMAMELO Elis Dollin

RASOLOFONIAINA Gogo Marie

FIVORIANA ARA-POTOANA VOALOHANY

TATITRY NY ASA VITAN'NY GOVERNEMANTA

Ezaka maro no nataon'ny fitondram-panjakana mahakasika ny fitantanana, ny flaminana sy ny fandriampahalemana, ny toekarena, ny sôsialy... na dia eo aza ny fotoan-tsarotra lalovan'ny firenena manoloana ny Covid-19.

Araky ny fiandohan'ny fivoriana ara-potoana voalohany no hanoloran'ny Governemanta amin'ny Antenimierampirenena ny tatitra momba ny fanatanterahana ny fandaharan'asany araka ny andininy faha-101 ao amin'ny Lalàmpanorenana Malagasy. Narahina adihevitra hatrany izany tatitra izany, izay notanterahina nanomboka ny 28 mey ka hatramin'ny 15 jona 2020 lasa teo.

Famintinana nataon'ny Praiministra lehiben'ny Governemanta

Raha fintinina, na dia teo aza ny fisian'ny valan'aretina Covid-19 manerana ny distrika maro teto amintsika, dia tsy nanakana ny fanatanterahana ny fandaharan'asa izany. Sehatra vitsivitsy no tena nifantohana : ny fitantanana, ny flaminana sy fandriampahalemana, ny toe-karena sy fotodrafitrasam-pamokarana, ary ny sosialy.

Eo amin'ny lafiny Fitantanana, ny ady amin'ny kolikoly no natao laharam-pahamehana hatrany. Tsy nekena intsony ny fisian'ny tsimatimanota indrindra ireo mpitandro filaminana izay manao asa ratsy. Eo ihany koa ny fangaraharaha eo amin'ny asam-panjakana toy ny fametrahana sy fanaraha-maso ny fampiasana ny fototra tsy miova sy ny tsenambaro-panjakana. Fanampin'izany ny fampiasana ny rindrambaiko hitantanana ny mpiasam-panjakana sy ny fampiasana ny teknolojia eo amin'ny sehatra maro. Natomboka tamin'ny volana jolay 2019 ny fanomanana ny lalàna mirakitra ireo fenitra momba ny fitsinjaram-pahefana sy ny fampandraisana andraikitra ary ny vondrom-bahoakam-paritra. Nanamarika izany ny fanendrena ireo Governora. Efa nisitraka izany ny faritra 13 eto amintsika, eo ihany koa ny famatsiana vola mitentina 1 miliara ariary ny faritra tamin'ny taona 2019 nentina nanaovana fotodrafitrasa samihafa.

Nitaky ezaka lehibe ny flaminana sy ny fandriampahalemana. Novaina ny rafitra rehetra mahakasika izany, nohatsaraina ny fitaovana ary nisy

ny fanorenana toby. Nanangana ny faritra ambanivohitra mitaky ny fandriampahalemana maika ny Tafika Malagasy, nametraka ny «Brigade Routière Spéciale» eny anivon'ny Faritra ny Zandarimariam-pirenena, ary teo koa ny fahatratrarana ireo jiolahy izay efa nokarohina hatry ny ela. Eo amin'ny tontolon'ny Fitsarana dia nataon'ny Governemanta vaindohan-draharaha ny fanamafisana fototra ny tany tandalàna. Naverina ny hasin'ny fitsarana sy ny tontolony, natomboka ny fananganana fonja vaovao sy ny fanavaozana ny tranainy. Tsy latsa-

Coronavirus nampidina hatramin'ny 0,8% ny harin-karena faobe

danja amin'izany koa ny fanorenana sy fanavaozana ny tribonaly. Nampiharina ny fanabeazana sy fiofanana ho an'ny rehetra, eo amin'ny lafiny sôsialy kosa indray. Niova tanteraka ny fijerin'ny Governemanta satria nametraka lalan-tsaina miainga amin'ny fanorenana sekoly manara-penitra, ary fanavaozana sy fanorenana oniversite vaovao. Manaraka izany, mahakasika ny fahasalamana izay zo fototra ho an'ny olombelona, dia mitohy ny fanorenana ny hopitaly manara-penitra. Ezaka sy fepetra maro kosa no noraisina mba hiadiana amin'ity «Covid-19» ity. Ankoatr'izany, ny fampivoarana ny tanora amin'ny alalan'ny fampandrosoana ny fanatanjahan-tena sy ny fanorenana ny kianja manara-penitra.

Ny valan'aretina covid-19

Miatrika ny fiantraikan'ny valan'aretina «Coronavirus» ny maneran-tany. Voakasik'izany ny toekarena sy ny fotodrafitrasam-pamokarana eto Madagasikara. Noho izany dia nampiova zavatra maro teo amin'ny fomba fiasa sy ny tanjona napetraka ny fisian'ny valan'aretina. Nisy fihenana lehibe ny fidiram-bolam-

panjakana noho ny tsy fihodinan'ny toekarena. Nampihena ny hetra, ny haba ary ny vola miditra avy amin'ny fadintseranana izany. Marihina etoana fa hitotongana hatramin'ny 0,8% ny harin-karena faobe amin'ity taona ity raha novinavinaina ho 5,5% izany tamin'ny tetibola voalohany 2020. Noho izany dia ny sosialim-bahoaka sy ny fanarenana ny toekarena no natao laharam-pahamehana.

Ady mafy no hatrehantsika ankehitriny manoloana ny fisian'ny «Coronavirus». Mamporisika ny fitondram-panjakana isika ny hanohizana ny ezaka efa natao hatramin'izay mba hahatratrarana ny vina ho an'ny «fisondrotan'i Madagasikara». Fa indrindra ny hijerena akaiky ny laharam-pahamehana izay mahakasika ny sosialim-bahoaka.

Tatitra sy valim-panontaniana

Ny fametrahana-panontaniana ny mpikambana anatin'ny Governemanta tamin'ity fotoam-pivoriana voalohany ity dia notanterahina ny 26 mey 2020. Nandritra izany fotoana izany dia nihaino ireo fanontaniana napetraky ny Solombavambahoaka ireo ny ao anatin'ny Governemanta fa kosa tsy afaka namaly izany noho ny fahalavan'ny fotoana. Raha tsiahivina dia nanomboka tamin'ny 11 ora atoandro izany ka nifarana tamin'ny 12 ora alina.

Anisan'ny zava-baovao nandritra izao taom-piasana izao ny fomba nentina nanatanteraka ny tatitra isaky ny ministera, satria taorian'ny tatitra dia namaly ny fanontanian'ireo Solombavambahoaka izay napetrak'izy ireo tamin'ny 26 mey ireo mpikambana anaty Governemanta. Ankoatra izay dia mbola afaka nametraka fanampim-panontaniana sy fangataham-panazavana ireo Solombavambahoaka mahakasika ny tatitra izay nataon'ny Governemanta. Izany no natao ho fanamafisana ny anjara asan'ny Antenimierampirenena dia ny fanaraha-maso ny asan'ny Fahefana Mpanatanteraka. **A**

Tsijani

L'ASSEMBLÉE NATIONALE DE MADAGASCAR À L'ÈRE DU NUMÉRIQUE

Même si la mutation vers le numérique est inévitable et opportun, la situation d'état d'urgence sanitaire due au Covid-19 a accéléré ce processus pour l'Institution.



La révolution numérique à partir du XX^e siècle a bouleversé considérablement les modes de travail des individus, au niveau planétaire, avec le développement de nouvelles formes de communication grâce à internet. Cette vague de changement affecte non seulement les entreprises privées mais également le secteur public. Ainsi, l'on est passé de l'administration électronique à l'administration numérique avec le recours aux nouvelles technologies de l'information et de la communication comme les courriels, les réseaux sociaux, les sites web, les visioconférences etc.

Boom du télétravail

Ce que la pandémie mondiale du coronavirus nous a appris durant ces mois de confinement c'est qu'il existe toujours des moyens pour continuer à travailler et à étudier à partir de chez soi grâce au télétravail. En effet, le télétravail est un mode de travail qui permet à une personne d'exercer son activité professionnelle en dehors des locaux de son entreprise, de son ministère et de son institution ou tout autre cadre l'employant. Ainsi, la présence physique a été remplacée par celle virtuelle grâce à l'utilisation de la communication digitale via des supports modernes et faciles d'utilisation. Être recevable, les propositions de loi ou les propositions de modification de textes sont soumis à certains filtres pouvant exclure le dépôt et la discussion.

Le télétravail a ainsi des avantages tant pour les employeurs que pour les salariés si l'on ne parle que de l'économie de temps, la rapidité des prestations, la souplesse des horaires de travail et la réduction des dépenses en matière de déplacement.

Quid de l'Assemblée nationale de Madagascar ?

Durant la période de confinement due au Covid-19, les affaires internes et internationales de l'Institution ont toujours continué de tourner car les parlementaires et les employés ont pu continuer de travailler et assister aux diverses réunions et visioconférences y afférentes depuis leurs circonscriptions et leurs domiciles. Ainsi, ce fut une occasion d'initier ces derniers à la nouvelle technologie de communication avec les différents supports numériques disponibles et opérationnels au niveau de l'Institution. A travers les réunions zoom et les visioconférences par exemple, il y a eu une continuité du travail au niveau de l'Institution tout en préservant les employés et les parlementaires de la propagation du virus. L'on a même constaté que la présence physique sur le lieu de travail n'était pas une condition sine qua non de productivité puisque les tâches allouées aux employés étaient exécutées de manière ponctuelle et efficace même si ces derniers restaient chez eux.

Une solution avantageuse pour les parlementaires

Pour les parlementaires, la question de leurs présences lors des sessions, réunions, ateliers etc. a toujours été problématique car il est parfois difficile pour ces derniers de trouver l'équilibre entre les missions qui leurs sont dévolues au niveau de leurs circonscriptions et les obligations qui les attendent au niveau du Palais de Tsimbazaza. Ainsi, ces parlementaires doivent parfois faire plusieurs kilomètres et plusieurs jours de route pour pouvoir assister à une seule réunion au niveau de la capitale.

Le télétravail a donc été et reste toujours une solution optimale pour alléger les charges financières et temporelles des parlementaires car il leur permet de travailler et de remplir leurs missions au niveau de l'Assemblée nationale tout en étant disponibles auprès de la population. Dans une plus grande mesure, la perspective d'effectuer des travaux de commissions et des votes à distance est envisageable afin de réduire le taux d'absentéisme et les impliquer, autant que faire se peut, aux différents travaux parlementaires.

Des points importants à considérer

Il est important de rappeler que l'initiation aux progrès numériques ne se fait pas en un jour et il faut une préparation en amont pour que les employés et les parlementaires s'imprègnent efficacement de ces nouvelles technologies en adaptant les matériels de télétravail à l'ère du temps. En effet, l'élément majeur sur lequel repose le succès du télétravail est la dotation de matériels adéquats et efficaces tant pour les employés que pour les parlementaires.

Il faut également assurer un suivi continu des intéressés et ne pas se reposer totalement sur le travail à distance car certes la communication digitale rapproche ceux qui sont loins mais elle provoque également un éloignement et un isolement physique de ceux qui sont proches s'il n'y a pas de cadrage. ▲

July Diana

À LA UNE/LA VIE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE



POUR UNE RÉFORME DE LA SÉANCE DES QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Prévue par les articles 102 de la Constitution et 169 à 172 du Règlement Intérieur, la séance des Questions au Gouvernement (QAG) est l'un des événements majeurs d'une session parlementaire. Le caractère spontané des questions et la présence de l'ensemble du Gouvernement assurent une large audience à la QAG qui de plus, grâce à sa transmission radiotélévisée, constitue un temps fort de l'actualité parlementaire.

C'est un moyen privilégié de contrôle parlementaire de l'action du Gouvernement. Elle donne souvent lieu à des vifs échanges et porte sur toutes les affaires publiques. Depuis le début de la présente législature, deux séances de Questions au Gouvernement, le 12 décembre 2019 et le 26 mai 2020, ont été organisées. L'analyse des procès-verbaux y afférents a donné les tableaux statistiques et observations pertinents.

Questions-Réponses, CRA N°44 en date du 12/12/2019

- Durée de la séance: 11h 20 minutes
- Nombre des intervenants: 103 Députés
- Questions concernant la circonscription électorale: 104
- Questions d'actualité et d'intérêt général: 75

Total de Questions posées: 298

Les Départements qui ont reçu plus des questions par rapport aux autres sont la Primature: 10, le Ministère des Travaux Publics: 15, le Ministère de la Justice: 13, le Ministère de la Santé Publique: 12.

Aucune question n'a été posée au Ministère des Affaires Etrangères et au

Ministère des Mines,

Questions-Réponses, CRA N°62 en date du 26/05/2020

- Durée de la séance: 13h 20 minutes
- Nombre des intervenants: 113 Députés
- Questions concernant la circonscription électorale: 80
- Questions d'actualité et d'intérêt général: 112

Total de Questions posées: 221

Le Premier Ministre s'est proposé de répondre à toutes les Questions sous forme de synthèse à l'issue des rapports d'activités Gouvernementales.

Questions posées au Premier Ministre: 24, Ministère des Travaux Publics: 23,



Ministère de la Santé Publique: 23 et pour le Ministère de l'Intérieur: 16.

Aucune question n'a été adressée au Vice-Ministre Chargé des Nouvelles Villes et de l'Habitat.

Il ressort de ces informations suscitées un sérieux déséquilibre sur les objets des questions et le Ministre ou Département ministériel concerné. La séance des Questions au Gouvernement est une des seules occasions de montrer le travail des parlementaires aux électeurs. C'est une séance très populaire auprès des Députés en grande partie grâce à son caractère radiotélévisé. Les QAG permettent à l'opposition d'exiger au Gouvernement des réponses aux problèmes politiques de l'heure. Pour la majorité, elles sont un moyen de mettre en valeur l'action gouvernementale. La radiotélédiffusion explique aussi que la Présidence veille strictement au respect de temps de parole (3 minutes par Député et par Ministre). Il arrive très souvent que la séance se prolonge tard dans la nuit.

La formule actuelle telle qu'on la pratique n'offre pas toujours une

bonne visibilité de l'Assemblée Nationale. Tout en fatiguant aussi bien les Députés que les membres du Gouvernement et surtout les auditeurs et téléspectateurs qui ne peuvent pas toujours rester à l'écoute ou rivés devant leur poste téléviseur pendant longtemps.

Il échoit alors de réfléchir sur ce système et de proposer par la suite des pistes d'amélioration tout en restant dans le respect des dispositions constitutionnelles et celles du Règlement Intérieur.

Deux types de séances des Questions au Gouvernement

Durant chaque Session ordinaire, on peut prévoir deux séances de Questions au Gouvernement. La première sera consacrée aux questions d'intérêt local. Les Députés se prépareront à interroger les membres du Gouvernement sur ce qui se passe dans leurs Circonscriptions respectives ou Régions, à la limite. Chaque Député pourra alors intervenir sans se soucier du nombre d'orateurs par Groupe parlementaire.

La seconde séance sera réservée aux questions d'actualité et d'intérêt public ou autre question ayant un caractère d'urgence. Pour cette catégorie de QAG, les Groupes parlementaires choisiront leurs orateurs et les sujets des Questions à poser. Le nombre d'orateurs et de Questions par Groupe parlementaire sera déterminé en fonction de son effectif.

Les dispositions de l'article 170 du Règlement Intérieur sur l'obligation de s'inscrire auprès de son groupe et la détermination du nombre des Questions à poser aux Ministres concernés au plus tard la veille de la séance à midi feront de cette session de Questions d'actualité et d'intérêt général une séance mieux organisée, moins pénible et surtout plus intéressante pour les auditeurs et spectateurs notamment pour ceux des zones urbaines. Cette frange de la population qui fait l'opinion publique mais aussi celle, bien que minoritaire, écrit à sa manière l'histoire de ce pays. ^A

R. Calvin

Assemblée nationale - EISA

UNE COOPÉRATION FRUCTUEUSE AU PROFIT DE LA RÉGION ATSIMO ATSIINANANA



Les Députés de la Région Atsimo Atsinanana présents lors de la réunion d'évaluation du 2 septembre 2020

En novembre 2019, l'Assemblée nationale et l'Institut Electoral pour une Démocratie durable en Afrique (EISA) ont choisi la Région Atsimo Atsinanana pour tenir un évènement sur les activités législatives. Un dialogue social a été organisé avec les Députés élus dans la Région Atsimo Atsinanana et les membres de la société civile. Le but était de discuter avec les autorités traditionnelles du droit de succession de la femme et de l'application effective des lois qui s'y rapportent.

Pourquoi la Région Atsimo Atsinanana ?

Il a été constaté, d'après des études menées par l'EISA, que dans cette région, l'inégalité entre homme et femme est plus frappante. Cela se manifeste par un taux d'analphabétisme plus élevé chez les filles, le droit de succession accordé uniquement aux héritiers masculins, la précarité de la situation matrimoniale des femmes...

Afin de sensibiliser la population locale sur les droits humains et les droits des femmes, ce dialogue social se présente comme un cadre de réflexion pour une meilleure application des lois existantes et également une occasion pour favoriser le dialogue entre les électeurs et leurs élus. En effet, les Ampanjaka des tribus de la Région et plusieurs associations représentatives des femmes ont été présents avec

les Députés et les experts de l'EISA pour discuter de la promotion des droits des femmes, de l'identification des initiatives et des solutions pérennes dans le but d'apporter des changements effectifs.

Evaluation, dix mois après

Le mercredi 2 septembre 2020, une réunion d'évaluation a été organisée par l'EISA et qui s'est tenue à l'Assemblée nationale avec les Députés de la Région. Il a été question de savoir où en sont l'exécution et la mise en œuvre du plan d'action conjoint.

Selon les Députés présents lors de cet atelier, les choses ont quelque peu stagné. D'un côté avec les mesures sanitaires relatives à la pandémie du Covid-19, aucune réunion n'a pu encore se tenir. De l'autre côté, il a été noté que les Députés, à eux seuls, ne pourront agir de manière efficace. En effet, la sensibilisation devrait se faire à plusieurs reprises pour inclure un plus grand nombre de participants. Il est également important, pour pouvoir avancer, d'avoir en amont, l'engagement des autorités coutumières et ainsi favoriser les échanges. Pour ce faire, ils ont invité les partenaires de l'Assemblée nationale à se joindre à eux.

Enjeux pour l'Assemblée nationale et les parlementaires

L'un des blocages majeurs de

l'application effective des lois dans cette région est le respect très profond que la population locale a envers les autorités traditionnelles et les règles coutumières. En soi, c'est une bonne chose, mais les lois étatiques sont parfois de ce fait perçues comme une occidentalisation et une intrusion dans leur culture. L'application des us et coutumes paraît satisfaisante pour régir leur société. D'une part, il y a les autorités traditionnelles et de l'autre les autorités étatiques.

Les rôles des parlementaires sont ainsi mal connus et déformés. En effet, ils ne sont pas considérés comme des législateurs ou des autorités chargées de contrôler l'Exécutif. La population locale considère les Députés comme les représentants de l'Etat chargés de régler les problèmes administratifs d'un côté. D'un autre côté, ils sont consultés pour des sujets d'ordre pratique de tous les jours, des soucis d'argent pour la plupart du temps. C'est l'une des raisons pour lesquelles il est important de faire connaître l'Assemblée nationale et son rôle. Les Députés sont également appelés à en faire autant lors des campagnes électorales, et de ne pas promettre des choses qui dépassent le cadre de travail d'un législateur. ^A



RASAMISOA MELY

Ancien administrateur des Services de l'Assemblée Nationale et Directeur de la législation.

Dans ce second numéro de la rubrique « Portrait d'un Député qui a marqué l'histoire de l'Assemblée Nationale », nous allons parler non pas d'un Député mais d'un grand fonctionnaire parlementaire dont le sens de la rigueur et de la discipline dans le travail a marqué toute une génération de personnel de l'Assemblée Nationale.



RASAMISOA Mely (1939 – 2011) - Administrateur des Services du Parlement, Directeur de la Législation (1998-2001)

Personnellement, j'ai eu le privilège de servir sous ses ordres au Service législatif. Ses qualités professionnelles, son amour du travail bien fait, son sens de commandement et de leadership nous ont façonnés jusqu'à présent, plusieurs années après son départ.

Il s'agit de RASAMISOA Mely, Administrateur des Services de l'Assemblée Nationale, Directeur de la législation. Le récit suivant met en exergue en plus de son parcours, quelques anecdotes de vie que la famille a pu retenir de son vivant.

Des origines très modestes

Rasamisoa Mely était issu d'une famille nécessiteuse. La destinée de ce haut fonctionnaire de l'Assemblée Nationale n'était pas tracée d'avance. Il vit le jour le 23 février 1939 à Ambatomanga dans le District de Manjakandriana. Ses parents vécurent comme menuisier et paysans, lesquels eurent la chance de connaître l'école et choisirent d'inculquer la valeur des études à leurs enfants.

Durant ses premières années d'études, le jeune Rasamisoa dut effectuer de longues distances, vivre loin du cocon

familial, se contenter de très peu. Il rationna la quantité de pomme de terre qu'il ramena de chez lui pour la nourriture de la semaine. Aux années de collège à Ambatomanga, il parcourut quotidiennement les montagnes et les forêts des environs. Il se contenta à la sortie, d'une boulette de riz préparé par sa mère tous les matins.

Il commença ses études primaires dans une petite école de la Mission protestante de son village. Ils furent une poignée d'enfants à la fréquenter. Pour poursuivre ses études, il fut contraint de quitter ses parents pour habiter chez ses tantes paternelles et maternelles à Manjakandriana puis à Ambatomanga. En se présentant en retard à l'examen pour l'obtention de son Certificat de fin d'Etudes Primaires (CEP), il fut obligé de redoubler sa classe. En effet, son père ne souhaita pas importuner la famille pour l'accueillir dès la veille. Il décida donc de l'accompagner à pied pour se rendre au centre d'examen à Manjakandriana, à une douzaine de kilomètres, le jour même de l'examen. Il obtint finalement le certificat, à 16 ans, le 5 juin 1955.

Education et jeunesse au sein de la Mission Protestante Française d'Ambatomanga

Sa jeunesse et son éducation furent largement influencées par la présence de la mission dans sa région natale. Il poursuivit ainsi ses études secondaires à l'Ecole Protestante d'Ambatomanga jusqu'à l'obtention du CESD (Certificat d'Etudes du Second Degré). Grâce à l'appui des missionnaires, il intégra l'Ecole Normale, en pensionnat, tout en préparant son Brevet d'études (BE) après la classe de 3ème. En contrepartie de cette aide, il s'engagea comme enseignant auprès de la Mission pour trois années. Parallèlement, il s'impliqua dans le mouvement scout et assura l'animation des écoles du dimanche.

Intégration dans la fonction publique - formation universitaire en droit

Après son mariage en 1962, à 23 ans, il rejoignit son épouse qui travailla comme enseignante à l'école annexe du lycée Gallieni (actuellement EPP d'Ankadinandriana) à Antananarivo. Il assura le métier d'enseignant au sein de quelques établissements publics et privés de la ville.

En 1963, il réussit au concours officiel pour le recrutement de la première promotion d'assistants d'administration, au titre du quota de la province d'Antananarivo, au CFA (Centre de Formation Administrative) d'Androhibe. Il fut par la suite affecté à la Direction générale des Finances (Service des soldes) au Ministère des Finances et du Commerce à Antaninarenina.

Il suivit des cours du soir à l'Université d'Antananarivo et obtint la capacité en droit, équivalent du baccalauréat. Ce qui lui ouvra la porte aux études supérieures dans ce domaine. Il obtint alors la licence, puis la maîtrise en Droit public et Sciences Politiques (1981-1982), et à l'Institut d'Etudes Judiciaires (IEJ) un diplôme de troisième cycle universitaire en 1984-1985 à l'âge de 46 ans

Accession reconnue aux fonctions de responsabilité auprès du Parlement

C'est en avril 1968 qu'il se présenta comme candidat au concours direct pour le recrutement de quatre secrétaires de service du parlement au sein de l'Assemblée Nationale. Il fut le seul à avoir été retenu parmi les deux derniers candidats. Il mentionna souvent le sujet de sa dissertation en malgache : « Ny hery tsy mahaleo ny fanahy ».

Il fut promu attaché administratif en 1977 sous la présidence de Alfred NANY. Il effectua des missions dans l'ensemble du territoire national notamment pour la mise en place des Collectivités territoriales décentralisées, durant le mandat du Président du CNPD (Conseil National pour le Développement), FETY Michel.

Il devint assistant parlementaire au sein de la Commission juridique en 1983 puis chef du service des procès-verbaux en 1984. Avec ses nouveaux diplômes, il accéda au statut d'administrateur des services de l'ANP en 1986 après un premier refus « pour inadéquation des textes » par le service du contrôle financier.

Par la même occasion, M. Rasamisoa assista à divers séminaires et ateliers à thème dans le cadre de ses responsabilités : « Perfectionnement sur la création et Gestion de bibliothèques parlementaires » à l'EIB, Ecole Internationale de Bordeaux, « Organisation du Travail Parlementaire » à l'Institut International d'Administration Publique (IIAP) à Paris. En 1994, il devint Chef du Service législatif puis Directeur de la législation en 1998.

M. Rasamisoa ne manqua pas de son vivant de témoigner d'une part son attachement à son travail au sein de l'AN, et d'autre part sa reconnaissance envers ses collègues et sa hiérarchie qui l'aïda d'une manière ou d'une autre à accomplir ses responsabilités au sein de cette institution.

L'Etat malgache lui octroya, à titre de reconnaissance, les distinctions honorifiques de Chevalier de l'Ordre du Mérite de Madagascar en 1982, de Chevalier de l'ordre nationale en 1990 et d'Officier de l'ordre nationale en 1999, année de sa retraite. Il put être maintenu à son poste de Directeur de la législation jusqu'en 2001. Il collabora avec cinq Présidents d'Assemblée durant sa longue carrière. A son départ, il tint à effectuer rapidement la passation auprès de son successeur toujours dans le souci de montrer un bon exemple.

Distinctions honorifiques

Par la même occasion, M. Rasamisoa assista à divers séminaires et ateliers à thème dans le cadre de ses responsabilités : « Perfectionnement sur la création et Gestion de bibliothèques parlementaires » à l'EIB, Ecole Internationale de Bordeaux, « Organisation du Travail Parlementaire » à l'Institut International d'Administration Publique (IIAP) à Paris. En 1994, il devint Chef du Service législatif puis Directeur de la législation en 1998. M. Rasamisoa ne manqua pas de son vivant de témoigner d'une part son attachement à son travail au sein de l'AN, et d'autre part sa reconnaissance envers ses collègues et sa hiérarchie qui l'aïda d'une manière ou d'une autre à accomplir ses responsabilités au sein de cette institution.

L'Etat malgache lui octroya, à titre de reconnaissance, les distinctions honorifiques de Chevalier de l'Ordre du Mérite de Madagascar en 1982, de Chevalier de l'ordre nationale en 1990 et d'Officier de l'ordre nationale en 1999, année de sa retraite. Il put être maintenu à son poste de Directeur de la législation jusqu'en 2001. Il collabora avec 05 Présidents d'Assemblée durant sa longue carrière. A son départ, il tint à effectuer rapidement la passation auprès de son successeur toujours dans le souci de montrer un bon exemple.

Une personnalité remarquable

La famille, les amis et les connaissances qui ont côtoyé M. Rasamisoa

reconnaîtront en lui une personne à la fois exigeante et dévouée. Il a été marqué par les conseils d'un père qui a su l'accompagner, qu'il écouta et dont il fut fier.

Il commença à prendre des responsabilités familiales en accueillant chez lui, étant célibataire, trois de ses cinq frères et sœurs pour soulager ses parents des contraintes de la scolarisation des enfants. Il continua à assurer cette responsabilité d'accueil au sein de sa propre petite famille. Il continua avec sa femme à accueillir sous leur toit d'autres membres de la famille. Il transmet auprès de ses quatre enfants les valeurs qu'il reçut de ses parents.

Il ne se priva pas d'émettre son désaccord s'il y avait lieu de le faire. Pour la petite histoire il refusa de participer à une grève qui a touché le pays, et se retrouva marginalisé par certains de ses collègues. De l'autre côté, il ne manqua pas de partager avec enthousiasme ses connaissances auprès de son entourage. Avec ses pairs, il contribua à la mise en place du Syndicat des administrateurs des services du parlement dont il assura le secrétariat général puis la présidence d'honneur. Parmi ses nombreuses occupations, il s'impliqua activement dans la mise en place et l'animation de l'Association des anciens élèves de l'Ecole Protestante d'Ambatomanga (MASEPA). Après sa retraite, il fut membre de la cellule d'intervention auprès de son fokontany d'Analamahitsy tanàna pour le suivi et le contrôle de la propreté des habitations ainsi que la confection des ruelles en partenariat avec le FID.

Plus tard, avec les natifs de son village natal et toujours en collaboration avec le FID, il s'activa à la réhabilitation de son ancienne école et reprit plusieurs parcours à pied entre Alarobia-Ambatomanga et Manjakandriana pour s'occuper de la paperasserie administrative. Cet exercice ne manqua pas d'entamer son état physique, il nous l'avait bien dit quand nous lui rendions visite chez lui à Analamahitsy quelques années après son départ à la retraite. Monsieur RASAMISOA Mely décéda le 22 novembre 2011 à l'âge de 72 ans. 

R. Calvin

Sources : Madame RASAMISOA RASOLOARIVONY Esther et famille.



DRAWBACK OF VIRTUAL MEETINGS

The Malagasy National Assembly has started using virtual meeting as parliamentary meetings have to go on; especially all parliamentarian foreign missions are suspended.

Like all countries around the world, Madagascar was facing the Covid-19 and still fighting against it. The Island entered into lockdown since the implementation of the "Decree No 2020 - 359 of March 21st 2020 declaring a state of health emergency throughout the territory of the Malagasy Republic". Meanwhile, the lockdown continues.

Working tool

By simple definition, virtual meeting is a teleconference in which the participants are connected by television circuits allowing the transmission of speech, moving

images and graphic documents. Thus, due to the pandemic, this working tool has already been used abroad. As well, the Malagasy National Assembly has started using it as parliamentary meetings have to go on; especially all parliamentarian foreign missions are suspended.

They have been transformed these missions into webinars till now. First of all, a virtual environment gives Members of Parliament (MPs) more control than an in-person environment. Additionally, virtual meetings are more cost effective compared to physical

meetings. It is easier to organize and save parliamentarians time and energy by eliminating all travels (expenses related to kilometer, cost of train or flight greatly reduced).

Exchange documents and share data

Secondly, as the name suggests, not everyone is in the same place. Participants communicate with each other remotely via telephone or computer. Particularly, Members of Parliament (MPs) can easily join the conference and participate in the



SADC Parliamentary Forum, 47th plenary assembly virtual session

discussion from almost everywhere in the world by using modern Internet. Technology tools. Afterward, they can exchange documents (text and audio transcripts), share data (depending on their needs) and get a broad variety of information in real time. In other word, technology has become a great solution nowadays.

Finally, the main advantage of holding online meeting is that it transcends location, making the conference accessible to the necessary parties. Meetings can be organized at different locations. So, hosting an online meeting blurs the distance that separates Members of Parliament (MPs) with just a few clicks. It is sufficient that each participant has a reliable Internet connection.

While holding meetings via Internet has loads of advantages, it also has some disadvantages.

Scheduling a virtual meeting can be more difficult when it is about an immense assembly of people across different time zones. Webinars are not very effective with them and meeting time may not be convenient for everyone.

A lack of coordination

As one of the notable drawbacks, Members of Parliament (MPs) have a greater possibility of multitasking when they are involved in a virtual meeting. They can get distracted by answering emails for example. So, it is more difficult to stay engaged in an

online discussion. Generally, Members of Parliament (MPs) need to have necessary equipments for videoconference such as voucher hardware, software, and Internet connection. Above all, they have to be trained. A lack of coordination on

Scheduling a virtual meeting can be more difficult when it is about an immense assembly of people across different time zones

these issues will hamper the success of a virtual meeting.

Webinar does not appeal to everyone from a cultural point of view. "Lots of people" feel uncomfortable on using new technology, especially if they have been used to "face-to-face meetings" with a specific Institution like the National Assembly. The importance of face-to-face contact, in order to arrive at a decision, is overlooked in an online meeting. It is also possible that the conversation seems blocked and not as smooth as in interpersonal communication, mainly because it is

difficult to interact with each other. Above that, other problems may occur during the videoconference. Technology may decide to abandon them or some aspect of disturbance will appear, like background noise of children cries, dog barks, hammer blows, car horn and so on...

Virtual themes

Despite the several problems caused by the lockdown due to Covid-19, the Parliamentary foreign missions were and are still done by videoconference for the Malagasy Parliament. Members of Parliament (MPs) could participate in different virtual meetings with Her Excellency the Speaker of the National Assembly, Christine RAZANAMAHASOA, the Permanent Bureau members and the Secretary General.

Almost the virtual themes were about the difficulties associated with Covid-19. Furthermore, every country's National Assembly had the opportunity to expose their own case and could find solutions at the end of the webinar meeting.

Followings are the virtual meetings in which the Malagasy National Assembly has been involved and will take part in future. ▲

*BENANDRASANA Soatsara Marciellà Diadème
Chief of the Interparliamentarian Cooperation
Service*

French speaking Parliamentary Assembly (FPA)

| ORDRED NUMBER | DATE | COMMITTEE | OBJECT |
|---------------|------------------|---|--|
| 01 | May 19 th, 2020 | Parliamentary Affairs | Extraordinary reunion of the Bureau |
| 02 | June 25 th, 2020 | Cooperation and Development | Extraordinary reunion of the Committee |
| 03 | June 26 th, 2020 | Parliamentary Affairs | Extraordinary reunion of the Committee |
| 04 | June 29 th, 2020 | Politics | Extraordinary reunion of the Statutory reunion Committee |
| 05 | July 08 th, 2020 | Education, communication and Cultural Affairs | Statutory reunion |
| 06 | Sept 09 th, 2020 | Section Presidents, Committee and Regional Chairpersons and Project Managers (Situation in Lebanon, Crisis in Mali, "FPA" work perspectives with regard to the evolution of the pandemic) | Non statutory reunion |
| 07 | Oct 06 th, 2020 | Regional Women Parleментарians Caucus | Extraordinary reunion of the Caucus |
| 08 | Oct 12 th, 2020 | Politics | Reunion of the Committee |

Inter-Parliamentary Union (IPU)

| ORDRED NUMBER | DATE | COMMITTEE | OBJECT |
|---------------|------------------|--------------------------------------|---|
| 01 | June 05 th, 2020 | | Online question-and-answer session |
| 02 | June 25 th, 2020 | | Online question-and-answer session |
| 03 | Aug 27 th, 2020 | Environment, Ecology and Forests | Respect and implementation of the Paris Agreement |
| 04 | Sept 18 th, 2020 | Public Function, Work and Social Law | International Equal Pay Day |

Pan African Parliament (P. A. P)

| ORDRED NUMBER | DATE | COMMITTEE | OBJECT |
|---------------|----------------------------|---|---|
| 01 | August 27 th - 29 th, 2020 | Monetary and Finances Affairs | Non Statutory meeting |
| 02 | Sept 10 th, 2020 | Gender, Family, Youth and Disabled Persons, | COVID-19 and gender-based violence - parliamentary support for gender-sensitive national COVID-19 response plans. |

Southern African Development Community Parliamentary Forum (SADC-PF)

| ORDRED NUMBER | DATE | COMMITTEE | OBJECT |
|---------------|---|--|--|
| 01 | May 21st, 2020 | Executive Committee | Virtual e-briefing for Speakers/Presiding Officers of SADC National Parliaments, on directional interventions which may be engaged before the SADC Council and Summit meeting with regards to the transformation agenda of the forum |
| 02 | July 09th, 2020 | Trade, Industry, Finances and Investment (TIFI) | President and Vice-President Elections (period of 2020-2022) |
| 03 | July 06-20th, 2020 July 06th-07th, 2020 July 07th-08th, 2020 July 09th-10th, 2020 July 14th-15th, 2020 July 20th, 2020 | - Permanent Committees - Trade, Industry, Finances and Investment (TIFI) - Democratization, Governance and Human Rights (DGHR) - Food, Agriculture and Natural Resources (FANR) - Trade, Industry, Finances and Investment (TIFI) - Ad hoc committees on the SG residency | Preparation of the 47 th SADC PF Plenary Session : Land governance in the SADC regions - the role of parliaments |

| ORDRED NUMBER | DATE | COMMITTEE | OBJECT |
|---------------|--|---|---|
| 04 | July 28th, 2020 | Gender Equality, Woman Advancement and Youth Development (GEWAYD) | President and Vice-President Elections (period of 2020-2022) |
| 05 | July 30th, 2020 | Regional of Women Parliamentarians Caucus (RWPC) | President and Vice-President Elections (period of 2020-2022) |
| 06 | Aug 12th, 2020 | | Youth International Day 2020 : Promote political commitment and youth representation |
| 07 | Aug 14th, 2020 | Trade, Industry, Finances and Investment (TIFI) | Adopt Technology during Covid-19 and Post Covid-19; The Fourth Industrial Revolution (4IR) |
| 08 | Sept 15th, 2020 | -Gender Equality, Woman Advancement and Youth Development (GEWAYD) -Regional of Women Parliamentarians Caucus (RWPC) | Regional workshop on gender integration in renewable energies |
| 09 | Sept 22nd -23rd, 2020 | -Gender Equality, Woman Advancement and Youth Development (GEWAYD) -Trade, Industry, Finances, Investment (TIFI) | Regional parliamentary workshop on digital economy |
| 10 | Sept 28th - 29th, 2020 | Executive Committee | Monitoring the implementation of decisions and preparations of the 47th Plenary Assembly |
| 11 | Oct 3rd, 2020 | Committee of Clerks / Secretaries General of Member Parliaments | Taking stock of administrative matters with the Secretaries General, as part of strengthening collaboration, (Budget line 8) |
| 12 | Oct 5th, 2020 09:30-12:30 Johannesburg | Human, Social Development and Special Programs; | Considering matters of regional concerns and interest under its mandate |
| 13 | Oct 5th, 2020 14:30-17:30 Johannesburg | Democratization, Governance and Human Rights | Enhancing the role of Parliament in fighting corruption and promoting accountability through building institutional collaboration with regional anti-corruption NSAs. |
| 14 | Oct 6th, 2020 09:30-12:30 14:30-17:00 Johannesburg | -Human, Social Development and Special Programs - Democratization, Governance and Human Rights - Gender Equality, Woman Advancement and Youth Development | Discussing how corruption and lack of accountability widens the gender divide in the SADC region |
| 15 | Oct 9th-11th, 2020 | Members of permanent Committees | 47th Plenary Assembly of SADC-PF |
| 16 | Dec 4th-5th, 2020 Johannesburg | Members of permanent Committees | 48th Plenary Assembly of SADC PF: Examining the Budget and electing the President and Vice-President of SADC-PF for the period 2020-2022, among others. |

Parliamentary Training Program (PTP) in Parliamentary Action

Some other Institutions also actively accomplished videoconferences during covid-19 pandemic. One of them is Parliamentary Training Program (PTP) which is working with the Food Agriculture Organization (FAO) in collaboration with the International Institute of Durable Development (IIDD) and Oxfam.

| ORDRED NUMBER | DATE | COMMITTEE | OBJECT |
|---------------|--|----------------------------------|---|
| 01 | Sept 17th, 2020 10 :30 – 13 :00 (Rome). | Gender Equality, and Development | Parliamentarian action on Gender equality and resilient food systems in response to Covid-19 and post Covid-19: Protection and promotion of women's land rights |

FOCUS ON THE NATIONAL ASSEMBLY'S STRATEGIC DEVELOPMENT PLAN 2020-2025

The end of 2019 were marked by a **strong insistence** by the brother parliaments within the **Southern African Development Community (SADC)** on the Malagasy parliament to finally join the **Southern African Development Community- Parliamentary Forum (SADC-PF)**.





The President of the National Assembly and the other members of the Permanent Bureau, during their elections at the beginning of the current legislature, have expressed their willingness to restore the image of the National Assembly and to ensure that the confidence must reign in the relations between the population and its representative institution. They must be re-established during their mandate. Based on these beautiful ambitions, the administration whose mission is to support the Bureau and the Deputies has prepared a Strategic Plan in seven Objectives:

Strategic Objective 1:

Effectively, the National Assembly is able to legislate and also to examine, control and vote the budget. The voting procedures are modernized with the introduction of ICT. Dematerialization within the National Assembly is fully ensured.

Strategic Objective 2:

The quality of the control over government action is improved.

Strategic objective 3:

The evaluation of public policies by the National Assembly is effective.

Strategic Objective 4:

The relationship between elected officials and citizens is strengthened. This implies on the one hand, better communication in the national Assembly, and on the other hand there should be an improvement of the communication within the administrative staff at any level.

Strategic Objective 5:

A parliamentary culture of dialogue and national reconciliation is established.

Strategic Objective 6:

The capacity of the Parliamentary Administration is strengthened to enhance its effectiveness.

Strategic objective 7:

The concept of gender is taken into account in the National Assembly. All the Strategic Objectives are broken down into different sub-objectives and are divided into several activities. To achieve its Objectives and sub-objectives, the plan includes many measures and activities ranging from the improvement of regulatory texts, staff training, to the capacity building of Deputies and many more.

In many SADC countries, clerks and secretaries-general have constitutional functions

Strategic plan

This Plan is first financed by the budget of the National Assembly. The Technical and Financial Partners (TFP) are also involved. Some of them, such as the Electoral Institute for Sustainable Democracy in Africa (EISA) and the Friedrich Ebert Stiftung (FES) have already positioned themselves as First Partners for a number of Projects, including the modernization of the technical equipment in the Sessions Room and the development of the Public Policy Evaluation Guide. The United Nations Development Programme (UNDP) has also come forward and plans to make a significant contribution to the implementation of this project.

This Strategic Plan will guide all the actions of the Permanent Bureau and the administration throughout the legislature. A balance sheet will be drawn up at the end of each year in order to know significant progress.

Challenges

It should be recalled that the Objectives set out in this plan are completely complementary and in line with those of the major Inter-

Parliamentary Organizations to which our National Assembly belongs as the Inter-Parliamentary Union and the Parliamentary Assembly of the Francophonie.

The challenges that the Permanent Bureau has set itself to reach by the end of the legislature is that the majority of the population in Madagascar through a technically valid survey finds a truly representative National Assembly that fulfils its mandate; transparent, open to the nation and in the conduct of its activities; whose work is accessible to the general public through civil society; responsible that is to say accountable for its action with members of integrity before the voters.

The pivot of democracy

A National Assembly whose the organization of its work is effective, conforms to democratic norms and values and which cooperates closely with the Regional Assemblies, the Municipal and Communal Councils and actively participates in international issues.

The National Assembly must always remain the pivot of democracy, representing the interests of all segments of the population. As you can see, the challenges are enormous compared to the current context, but with the acceptance of all stakeholders, starting with the Deputies themselves, of this Strategic Plan, nothing is impossible and everything becomes accessible. *A*

R. Calvin



Guide de la sagesse

LES PROVERBES RELATIFS À LA VIE POLITIQUE

Presque tous les proverbes de tous les pays ont des mots à dire sur la vie politique. Malgré la différence de langues, il est étonnant de constater une certaine convergence : le choix du sujet politique.

Bon politique, mauvais chrétien

[Proverbe russe]

Les gens qui font de la politique ont tendance à oublier les éducations chrétiennes qu'ils ont reçues auparavant une fois qu'ils sont casés. Leur comportement enfreint même la morale chrétienne.

On ne fait pas d'omelettes sans casser d'œufs.

[Proverbe français apparu au milieu du XIX^e siècle]

On n'obtient rien sans faire un minimum de sacrifice. En politique, certaines actions jugées bénéfiques causent, au cours de sa réalisation, des conséquences gênantes. Pourtant, il faut admettre cette sacrifice et aller jusqu'au bout.

Celui qui me flatte est mon ennemi, celui qui me réproche m'enseigne.

[Proverbe chinois]

L'entourage d'une personne qui ne fait que parler de son bon côté avec exagération l'empêchera de récupérer ses erreurs et elle en supportera les conséquences. Par contre, les critiques l'amèneront à se corriger, un comportement permettant d'obtenir un bon résultat, comme si c'était le cas avec un ami.

L'emprunt n'est pas un don.

[Proverbe africain]

Ce qui emprunte de l'argent doit faire des efforts pour le rembourser. L'inaction plongera l'emprunteur dans une situation inconfortable.

Tout travail minutieux demande du temps.

[Proverbes vietnamien]

Il faut accorder du temps pour une réalisation dans les détails. En politique, il faut se donner un délai pour accomplir les différentes promesses.

Ny hery tsy ahombiasan'ny rariny

[Veyrières, 1913]

Traduction française: La force prime le droit.

[Veyrières, 1913]

La répression par la force sont habituelles dans un pays où règnent les injustices. De ce fait, plusieurs personnes sont privées de leur droits car toutes les manifestations sont réprimées de cette façon.

Tout travail minutieux demande du temps.

[Proverbes vietnamien]

Il faut accorder du temps pour une réalisation dans les détails. En politique, il faut se donner un délai pour accomplir les différentes promesses.

Si les hommes agissaient avec justice, le juge resterait dans l'inaction.

[Proverbe arabe]

Le juge rend la justice par l'application de la loi. Il n'est pas possible que tous les citoyens aient la bonne volonté de respecter la loi, ce qui prouve la nécessité des services des juges.

Recueillis par Rambeloarisoa Andriamaro
Administrateur adjoint de service
Service législatif et de la Séance
Assemblée nationale



AKON'NY ANTENIMIERAMPIRENANA

PALAIS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE, TSIM-BAZAZA - ANTANANARIVO 101 B.P. 704
TÉL. +261 20 22 216 37

DIRECTEUR DE PUBLICATION

RAZANAMAHASOA Christine
Présidente de l'Assemblée Nationale

DIRECTEUR DE PUBLICATION ADJOINTE

RAKOTOMANGA Lantoarivola Sedera
Questeur chargé des Relations Publiques
et de la Législation

RÉDACTEUR EN CHEF

RANDRIAMAHAFANJARY Calvin
Secrétaire Général

RÉDACTEUR EN CHEF ADJOINT

RAKOTONANDRASANA Andrianarisaina
Haja Fidinarivo
Directeur des Relations Interparlementaires
et de la Communication

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION

RANDRIAMIHAINGO R. Louissette
Inspecteur Général de l'Assemblée nationale

CORRECTEURS ET VALIDATEURS

RAKOTO RATSIMANDRESY Rija
RAHARISON Liva Norohanta Harinoelina

COMITÉ DE RÉDACTION

RANDRIAMAHAFANJARY Calvin
RAKOTONANDRASANA Andrianarisaina
Haja Fidinarivo

RAZAFINDRANAMANA Pierrot
SOATSARA Diadème Marcelia

MANANA Orsini
RANDRIAMITANDRINA Mbohany

RANDRIANARIVELO Eloïse
RAMBELOARISOA Andriamaro

RALAIARISOA Mandimby
RAZANAMALALA Sylvette

FANDRO Ambinintsoa July Diana
RAVOMANANA Aurélie

TSIKINIAINA James Nickai
RASAMBOZAFY Cyrilène

PHOTOGRAPHES

Equipe SIRM

MAQUETTE ET INFOGRAPHIE

Judy, Ravo, Beanjara, Hardhi

Les opinions exprimées dans les articles n'engagent que les auteurs. Elles n'engagent ni le magazine, ni l'Institution, ni les organismes de soutien. Avec l'appui du Gouvernement Suédois et de l'Institut Électoral pour une Démocratie Durable en Afrique (EISA) et de la Fondation Friedrich-Ebert à Madagascar (FES)





AKO

Akon'ny Antenimieram — pirenena

